

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 9 MARS 1978 - N° 650

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

PCF : MAINTIEN DE LA FORCE D'INTERVENTION EXTERIEURE

Le responsable du PCF pour les questions de défense, Baillot se prononce dans une interview pour le maintien «de la force d'intervention extérieure». Cela en dit long sur ce que le PCF met derrière le concept «d'internationalisme prolétarien».

Comme n'importe quel parti bourgeois, le PCF se justifie en affirmant que la fonction sera d'aider un pays «victime d'une agression caractérisée». A l'heure où le PCF feint de critiquer le PS parce qu'en 56 il faisait envoyer le contingent en Algérie cette déclaration tombe mal pour Marchais ! Cela en dit long sur «les nouveaux rapports internationaux» que veut instaurer le PCF avec les pays du Tiers Monde. Le PCF ne participait-il pas au gouvernement quand après guerre, celui-ci fit bombarder Madagascar ?

Si demain, le PCF le juge nécessaire pour la défense de ses intérêts de nouvelle bourgeoisie impérialiste, il est prêt à recommencer.

Lire en page 3

MENDES-FRANCE ET MITTERRAND

LE CHANGEMENT AVEC LES HOMMES D'AVANT-HIER...



Depuis quelques jours, Mendès-France est revenu sur le devant de la scène politique. Ce mercredi encore il alimente la polémique dans les colonnes du journal officiel du PS, *Le Matin*. La réapparition de ce politicien blanchi sous le harnais de la IV^e République amène au moins deux réflexions :

D'une part, à n'en pas douter, il s'agit là d'un ballon d'essai pour l'après-mars : dans l'éventualité d'une victoire de la gauche, quelles seront les cartes de Giscard, quels seront les hommes amenés à gérer les intérêts de la bourgeoisie en place et à s'opposer aux prétentions du PCF ? Mendès est de ceux-là, et la vive réaction du parti de Marchais montre qu'il ne s'agit pas d'une idée en l'air. Et quand on s'appelle Mendès-France, ce

n'est pas en niant toute ambition qu'on parvient à convaincre quiconque.

D'autre part, le fait que le PS soit aujourd'hui, à 3 jours des élections, amené à mettre en avant ce politicien illustre bien quelle politique entend mettre en œuvre ce parti. On est loin des grands mots sur «changer la vie», ou sur «l'autogestion» d'il y a quelques mois encore. Le PS qui attend aujourd'hui de s'installer aux postes du pouvoir, c'est un conglomérat de technocrates ambitieux du genre Rocard et de politiciens discrédités, usés, par des années de gouvernement anti-populaire de la IV^e République. Le voilà bien le fameux changement qu'ils nous promettent : un plan Rocard qui ressemble étrangement au plan Barre, et le retour des hommes d'avant-hier pour faire la même politique qu'aujourd'hui.



jours. Le comité UOPDP du 19^e se mobilise pour la séance du tribunal de jeudi.

Fiszbin, député PCF, attaque en justice le candidat de l'UOPDP

Henri Fiszbin député sortant du PCF vient d'attaquer en justice le candidat du 19^e de l'UOPDP, André Druésne ouvrier métallurgiste, lui demandant 5 000 francs de dommage et intérêt... pour diffamation. Fiszbin n'a pas toléré que soit rappelé comment il y a 11 ans le service d'ordre du PCF avait sauvagement agressé un meeting de soutien à la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme US, blessant plusieurs participants dont André Druésne (notre photo) qui fut hospitalisé plusieurs

CACHAN

Le mercredi 8 mars à 20 h

MEETING DE SOUTIEN

A Joël PERRET

candidat de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne

avec

Max CLUZOT,

directeur de *Front Rouge*

et Jacques JURQUET,

directeur de *L'Humanité Rouge*

et des travailleurs hospitaliers, des postiers et les autres candidats de l'UOPDP du Val de Marne

Salle des réunions, Mairie de Cachan
rue Camille Desmoulins

General Motors Strasbourg : plus de 50 lettres de licenciements

Vingt quatre heures après l'évacuation des grévistes de la GM par les CRS, un meeting intersyndical se déroulait mercredi matin devant les portes. Il semble presque certain maintenant que la direction a envoyé plus de cinquante lettres de licenciements. Parmi ceux qui en ont reçue une, il y a des ouvriers qui n'ont pas participé à l'occupation. La direction en profite pour se débarrasser de certains ouvriers.

Lire en page 5

Mayotte et la politique giscardienne

Pour justifier sa présence à Mayotte, dans l'Océan Indien, l'impérialisme français mène une campagne sournoise. Mayotte, c'est aussi un siège de plus au Parlement français, pour la majorité giscardienne. Alors que les ressortissants comoriens en France, sont menacés d'expulsion à partir du 11 avril, s'ils ne renoncent pas à leur nationalité, l'association des stagiaires et étudiants des Comores (A.S.E.C) dénonce la campagne d'intoxication.

Lire en page 10

Les racistes rhodésiens attaquent la Zambie

Les forces du raciste Smith ont déclenché mardi, une grave attaque contre le territoire zambien, utilisant l'aviation et des troupes aéroportées, notamment dans la région frontalière entre la Zambie, le Mozambique et le Zimbabwe. Cette escalade rhodésienne intervient alors que le Front patriotique du Zimbabwe, qui a rejeté le «réglement interne» de Smith, se prépare à intensifier la lutte armée de libération. Cette nouvelle agression se produit aussi alors que de nombreux pays africains, en particulier les pays de la «ligne de front» comme la Zambie, ont condamné dès lundi, devant l'ONU, le «réglement interne», le président du groupe africain à l'ONU le qualifiant de provocation «visant à embraser l'Afrique toute entière».

Lire en page 9

Allo Radio 93 : une soirée pas comme les autres

Lire en page 8

L'Europe verte : le compromis

Mardi matin, les neuf ministres de l'agriculture sont parvenus à un compromis. En dévaluant de 1,205 % le franc vert immédiatement, les neuf provoquent artificiellement une diminution des montants compensatoires monétaires de 1,5 %. La commission européenne les avait fixés à 23 %, pour cette semaine, alors que le ministre français voulait qu'ils soient bloqués à 21,5 % ce qui est donc chose faite. Cela va permettre au gouvernement de passer les élections en ayant suspendu ce problème. En ce qui concerne la viande de porc, Méhaignerie n'a rien obtenu de

concret. Le Danemark et l'Allemagne qui profitent pleinement des montants compensatoires sur ce produit, n'ont rien voulu savoir : les intérêts en jeu sont trop importants !

De toute façon, rien n'est réglé et après le 20 mars, se posera de nouveau pour le futur gouvernement le problème des échanges agricoles dans le Marché Commun et des différences de structures de production qui sont la base de ces disputes entre les bourgeoisies des neuf pays européens, les bourgeoisies des neuf pays européens.

La droite s'insulte

A Neuilly, Hersant et Florence d'Harcourt s'accusent mutuellement de faire le jeu de la gauche. Cette dernière a tenu à bien préciser les choses : « Je suis de droite ! Dites-le bien ! Tenez, Hersant a voté des imbécillités progressistes comme les plus-values ou l'avortement. Moi, je suis contre. » Et pour finir, elle a fustigé les « mœurs politiques inadmissibles » de Hersant.

Quand la droite s'envoie des vérités à la figure...

Lu dans un tract

Le général Casso, candidat unique de la droite dans le 19^e arrondissement de Paris, qui a fait ses armes comme commandant des sapeurs-pompiers de Paris, écrit dans sa propagande électorale : « Pour mener à bien ma tâche d'élu, j'aurai la chance d'avoir à mes côtés une femme à qui toutes ces expériences sont également familières (...) Femme et mère de deux enfants, elle est également capable de m'éclairer sur tout ce qui pourrait me rester étranger. » Et d'ajouter qu'il se penche sur ces problèmes depuis longtemps : « Lorsque je commandais la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, deux sur trois de nos interventions concernaient spécifiquement des femmes. »

Un peu naïf, notre général donne lui-même la raison de cet intérêt : « Les électrices représentent plus de la moitié des votants du 19^e arrondissement. » Nous y voilà.

Réunions UOPDP

RÉUNION-DÉBAT
du Comité local de Montreuil de l'UOPDP
VENDREDI 10 mars à 20 h 30
Ecole Joliot-Curie. Préau 1
1 rue Irène Joliot Curie
Quartier La Noue
Montreuil

RÉUNION-DÉBAT
de l'Union Ouvrière et Paysanne
pour la démocratie prolétarienne
JEUDI 9 MARS A 20 h 30
La Madeleine
Évreux (27)

Rectificatif

Dans notre article de la page une, dans notre édition d'hier, sur Mendès-France, il était écrit : « Mitterrand n'est pas trop favorable à cette combinaison ». Il fallait lire : « Mitterrand n'est pas trop défavorable à cette combinaison ». C'est d'ailleurs ce que nous développons en page 3.

Mitterrand : UNE VIE AU SERVICE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

● Mitterrand sera-t-il premier ministre si la gauche l'emporte ?

Toutes les hypothèses sont ouvertes. Nous avons vu hier que Giscard tentera sans doute d'autres solutions avant de recourir à Mitterrand, parce que ce dernier ne pourra faire autrement que de prendre des ministres PCF dans son gouvernement. A quelques jours ou à quelques semaines de cette possibilité, nous rappelons quelques dates et phrases significatives dans la vie de celui qui se présente comme une alternative à la politique de la droite.

A notre connaissance, Mitterrand n'a jamais critiqué en d'autres termes qu'en évoquant des « errements » (!), cette période de sa vie.

N'en doutons pas, si demain la bourgeoisie française se trouvait gravement menacée, elle peut compter sur Mitterrand pour tenter de la tirer de ce mauvais pas, par tous les moyens.

Printemps 47 : Face à l'insurrection populaire qui se développe à Madagascar, les colonnes des régiments de l'infanterie coloniale se mettent en marche, les bombes et les roquettes pleuvent sur les villages et les faubourgs de Tananarive. La répression fait de 15 000 à 80 000 morts selon les dires du gouvernement de l'époque. Ramadier est président du conseil. Mitterrand est ministre de ce gouvernement là.

Novembre 47 : Les prix galopent, les files s'allongent devant les magasins, les grèves s'amplifient, la colère du peuple grandit. Face à cela le gouvernement prépare une loi anti-grève, mobilise la classe 46-2, envisage le rappel de 80 000 hommes. Schumann est président du conseil. Mitterrand est ministre de ce gouvernement là...

En 1949 : Mitterrand se fait élire conseiller général du canton de Montsauche sous le sigle de l'UDSR. Dans la propagande de l'époque de cette formation on peut lire : « L'UDSR entend mener la

lutte contre le communisme sur tous les plans : démasquer sans répit ses mensonges, utiliser contre lui les lois existantes, au besoin les compléter, en particulier prononcer l'incompatibilité entre l'appartenance au Parti communiste et l'exercice de fonctions administratives d'autorité ou de sécurité. »

Septembre 53 : Mitterrand déclare : « Pour moi le maintien de la présence française en Afrique du Nord de Bizerte à Casablanca, est le premier impératif de toute politique nationale. Rien n'est plus important. »

Novembre 54 : La guerre d'Algérie est commencée depuis quatre jours. Mitterrand est ministre de l'intérieur. Il déclare à l'Assemblée : « L'action des fellaghas ne permet pas de concevoir, en quelque manière que ce soit, une négociation. Elle ne peut trouver qu'une forme terminale, la guerre. »

12 novembre 54 : « Je ne puis deviner l'avenir, mais je puis exprimer une volonté : tout sera réuni pour



que la force de la nation l'emporte en toute circonstance, quelles que soient les difficultés, quelque soit la difficulté de la tâche qui s'impose à nous (...). Des Flandres au Congo, la loi s'impose, et cette loi c'est la loi française (...). L'Algérie c'est la France. Et qui d'entre vous mesdames et messieurs, hésiterait à employer tous les moyens pour préserver la France ? »

Au cours de la même année, alors qu'il est Gardes des Sceaux, il accepte qu'en ce qui concerne la guerre la justice civile soit délaissée au profit de la justice militaire. Ce qui l'intéresse, comme il le dit lui-même c'est qu'une justice rapide assure l'exemplarité de la peine.

Novembre 56 : Fernand Yveton, communiste, ouvrier tourneur est arrêté à Alger. Il participe à la lutte

du peuple algérien. Il est torturé avec barbarie par l'armée française. Condamné à mort, le « bon » René Coty refuse sa grâce. Il sera exécuté. Mollet est président du conseil. Mitterrand est ministre de ce gouvernement là.

1957 : Mitterrand déclare : « Quand le gouvernement veut rétablir l'ordre, je l'approuve, quand il proclame qu'il ne consentira jamais à l'abandon je l'approuve. »

On n'en finirait pas d'énumérer les crimes et les exactions des chefs socialistes de l'impérialisme français à cette époque. Aggression de Suez, détournement de l'avion de Ben Bella etc... De janvier 47 à mai 58, sur 138 mois de IV^e République, Mitterrand a été ministre pendant 82 mois, dans 9 gouvernements différents.

PS : LE PARTI DES NUANCES

Mardi dans *Le Matin*, Fabre, le président du mouvement des radicaux de gauche menaçait de recommencer le coup du 14 septembre si les partis de gauche en venaient au cours des négociations pour l'actualisation à vouloir étendre le champ des nationalisations.

Cela est une manière pour Fabre d'adresser une fin de non recevoir aux propositions d'actualisation de la CFDT. Lors de la dernière prise de position de Fabre, certains dirigeants du MRG dont J.D. Bredin ne s'étaient pas privés de faire savoir qu'ils ne partageaient pas ce point de vue.

Dans *Le Matin* de mercredi, Bredin revient à la charge. Tout en ne cachant pas sa satisfaction que Fabre ait attiré les feux de l'actualité sur la boutique du MRG, il déclare : « R. Fabre n'a rien dit qu'il n'avait déjà dit à savoir qu'il ne fallait pas

compter avec nous pour aller de concessions en concession (...) Mais le problème est de savoir dans quel état d'esprit les trois partenaires s'assieront autour de la table de négociations. Est-ce la volonté de réussir, de faire tout ce qui est possible pour tenter de surmonter, sans concession insurmontables les difficultés réelles ? Ou est-ce la volonté d'échouer en cherchant des prétextes ? (...) Il reste que le 14 septembre comme le 23, poursuit-il, la plupart d'entre nous l'ont vécu comme des jours sinistres ». On ne saurait mieux dire que parmi les dirigeants du MRG il y en a qui sont pressés de gouverner avec Giscard sans le PCF. Par rapport aux propositions de la CE CFDT, Bredin affirme qu'elles ne sont pas négatives à part sur la question des nationalisations. Il propose par ailleurs, et à nouveau, que dans le nouveau Pro-

gramme commun soit supprimé la fameuse petite phrase qui permettrait aux travailleurs d'une entreprise de demander la nationalisation de leur usine et qu'une partie du secteur

bancaire soit maintenu hors nationalisation éventuellement les banques étrangères.

Les nuances règnent au MRG.

Marchais à TF 1

Mardi, après le journal de 13 h, TF 1 a présenté un reportage complaisant à l'égard de Marchais, le montrant longuement dans les différents meetings de son tour de France. Celui-ci affirme qu'il n'y a jamais eu autant de monde aux meetings du PCF. « Il paraît que cela rappelle la Libération ». Tiens, il y était ? Ce n'est pas ce que nous croyions savoir.

Pour le reste, ce furent les thèmes habituels de la campagne du PCF. Avec l'affirmation réitérée avec force que « si la gauche

gagne, il y aura des ministres communistes, c'est une certitude ». Une précision intéressante tout de même : interrogé sur le pourcentage minimum pour changer vraiment, Marchais a explicitement répondu : « Je ne veux pas le chiffrer ». Il est vrai que le PCF a peu de chances de dépasser de façon significative la barre des 21 % qu'il s'était fixé à sa Conférence nationale. L'abandon explicite d'un chiffre précis permet donc de prendre les devants pour le cas où le score du PCF serait plutôt moyen.

MENDES FRANCE : MON RÔLE PERSONNEL DANS CETTE AFFAIRE...

Après l'interview de Mendès dans le *Nouvel Observateur* et la riposte de Marchais mardi dans *l'Humanité*, *Le Matin* publie une interview de l'ancien président du conseil.

Celui-ci se déclare attristé du tir de barrage de *l'Humanité*.

Il déclare notamment : « (...) L'incident me confirme dans la conviction que le parti communiste, au lieu de préparer le dialogue, aggrave encore les tensions qui divisent, hélas, la gauche et risquent, comme je l'ai déjà dit d'imposer à une majorité d'électeurs hostiles au pouvoir actuel, le maintien d'une assemblée et d'un gouvernement de droite. Et cette contradiction ajoutée-t-elle, constituerait une véritable trahison du suffrage universel. Il déclare

encore : « Il est vrai que le PC par ses attaques rejette le PS vers la droite » (...) « si la gauche gagne il faudra une concertation de tous les partis prenantes de la nouvelle majorité. (...) Dans ce programme (commun NDLR) de trois ou quatre cent pages, chacun sait que tout n'est pas réalisable sans délai (...) promettre tout et tout de suite, c'est préparer des déceptions ».

Un langage que Barre ne désavouerait pas ! Ensuite, Mendès regrette amèrement que Giscard n'ait pas été dans les faits plus conséquent avec sa volonté affirmée « d'ouvertures ».

Une question se pose évidemment autour de cette polémique. Peut-on croire Mendès-France quand il dit : « Mon rôle personnel dans cette affai-

re ne compte pas. Je ne suis candidat ni au gouvernement ni au parlement ». Pourquoi pas. Ce vieux serviteur de la bourgeoisie a peut-être bien fait les frais consciemment ou non d'une opération qui le dépasse.

Son nom aurait été lancé dans la bataille pour essayer le tir de barrages du PCF qui bien évidemment ne veut pas entendre parler d'un premier ministre de ce genre. Sans doute ce ballon d'essai est-il sacrifié. Il ne serait pas étonnant que d'autres noms soient avancés de personnalités issues de la même veine politique. La bataille risque d'être rude car si le PCF a réagi avec cette vigueur au nom de Mendès France, qui de tous les politiciens com-

promis dans une politique anti-populaire, a été l'un de ceux qui s'en sont sortis avec le plus d'habileté, on imagine ce que sera la réaction de Marchais quand d'autres noms seront avancés. A part Mitterrand, paradoxalement le PCF ne semble prêt à accepter personne.

Bergeron pour sa part, a déclaré lundi qu'il appréciait « le courage et l'honnêteté » de Mendès mais que celui-ci « constatera peut-être avant longtemps que c'est FO qui, aura une attitude responsable, alors que d'autres créeront des situations que personne ne contrôlera ». Le soutien de Bergeron à Mendès n'est-il pas le meilleur éclairage que l'on puisse donner à la politique que suivrait Mendès s'il devait diriger le gouvernement.

Parlera ? Parlera pas ? Giscard hésite

Giscard apparaîtra-t-il à nouveau sur les écrans avant le premier tour de scrutin ? Voilà la question du jour dans une campagne bourgeoise qui tend à s'enliser. On se demande d'ailleurs ce que pourrait dire le président de la République, sinon répéter le « bon choix » qu'on connaît en fait depuis des mois. En souhaitant une telle intervention, Chirac et les autres semblent plus préoccupés par un aléatoire « choc psychologique » sur l'électorat que, par ce que pourrait dire Giscard. En tout état de cause, et conformément à son image, Giscard hésite, et ne s'engage qu'en biaisant.

C'est ainsi qu'il a profité d'un déjeuner des comités économiques des régions pour glisser quelques petites phrases, largement répercutés par les médias : « Au moment où les Français s'interrogent, ils ne doivent pas oublier que dans le monde où nous vivons, où rien n'est donné pour rien et où les peuples ne se font pas de cadeaux, toute défaillance de notre économie coûterait cher à la France ».

Ces hésitations de Giscard à s'engager aujourd'hui et à se définir une ligne de conduite durable préfigurent probablement ce que sera son attitude dans l'après-mars : là encore, le pilotage à vue.

PCF : maintien de la force d'intervention extérieure

Dans une interview au *Recours républicain*, publication de la Fédération des Républicains de progrès (gaullistes de gauche), Baillot, responsable du PCF pour les questions de défense, précise certains choix de son parti sur ces questions.

Ses positions ne seront certes pas pour déplaire à ces gaullistes, nostalgiques d'une époque révolue où l'impérialisme français était en meilleure posture qu'aujourd'hui. Il se déclare en effet ouvertement favorable au maintien de forces d'intervention extérieures : « Car il faudra que nous puissions éventuellement aider un pays victime d'une agression caractérisée et que nous en ayons les moyens. Il devrait s'agir bien sûr d'un pays avec lequel nous avons des liens

de coopération très étroits ». Bien entendu, cela est accompagné de multiples précautions oratoires : cette intervention ne s'exercerait que « face à une agression ou à une menace d'agression » et si ces pays « le désirent ». Mais quelle valeur accorder à ces restrictions ? N'a-t-on pas vu, dans les plus récentes interventions françaises, les dirigeants actuels se retrancher dans tous les cas derrière de semblables prétextes pour justifier leurs aventures impérialistes ?

Le PCF peut bien critiquer le PS sur ses aventures coloniales passées, notamment en Algérie, rien ne garantit que le PCF au gouvernement n'enverra pas des troupes dans la savane. Bien au contraire,

pour Baillot, ne pas intervenir consisterait à « renouveler l'erreur de la non-intervention en Espagne ! »

Mais ces rêves de gloire sur des terres lointaines ne prennent guère en considération les risques de guerre qui planent sur notre petite Europe. Il brandit le spectre de l'Allemagne qui « peut être demain un adversaire de la France, surtout avec l'arrivée au pouvoir chez nous d'un gouvernement de gauche ». Et d'envisager de pointer les missiles Pluton sur les sociaux-démocrates d'outre-Rhin. C'est l'art de mettre en avant l'arbre pour cacher la forêt, en passant sous silence les menaces soviétiques sur l'Europe et en répandant de dangereuses illusions sur la prétendue détente.

Rapport de l'INSEE sur le chômage

Il reconnaît la hausse

En cette période électorale où chacun se lance des chiffres à la figure, l'INSEE publie fort opportunément une note sur « l'évolution du chômage en 1977 ». On y lit notamment : « L'année 1977 a été marquée par la reprise du chômage ». Pour les huit premiers mois de l'année, on a constaté une baisse des effectifs salariés (licenciements économiques, fins de contrats à durée limitée).

A partir de septembre, on constate, avec la mise

en place des mesures Barre, une stabilisation des demandes d'emploi, alors que la baisse des effectifs salariés se poursuit.

Cela donne une idée de la manière dont la bourgeoisie truque les statistiques. On considère comme « population active » la somme des demandeurs d'emploi et des personnes pourvues d'un emploi. Logiquement, une baisse des emplois occupés doit se traduire par une hausse des demandes. Mais les stagiaires Barre ne sont

considérés ni comme occupant un emploi (il est précaire) ni comme « demandeurs d'emploi ». Ils sont considérés comme « inactifs » (comme les retraités). Ainsi, la mise en place des stages Barre aboutit à la baisse, sur le papier du nombre de demandeurs d'emploi. Lorsque ces stages prendront fin (juin à septembre) les statistiques accuseront donc une forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi. Mais d'ici là, les élections seront passées.

Lyon : meeting enthousiaste de l'UOPDP

Le meeting régional Rhône-Alpes de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne s'est tenu samedi 4 mars au Palais des Congrès de Lyon. Un millier de personnes s'y sont rassemblées, venues des quartiers ouvriers, des banlieues ouvrières, mais aussi de Grenoble, de la Loire, de la Saône-et-Loire...

Présidé par un ouvrier de Rhône-Poulenc, Michel Dubarry, candidat de l'UOPDP à Grenoble, le meeting présenta plusieurs témoignages concrets et mobilisateurs de comités (Villeurbanne, Oullins, etc.) dont certains sous forme de montages diapositives très convaincants sur les municipalités de gauche de Vénissieux et de Vaulx-en-Velin, sur la pollution à Feyzin).

Deux camarades immigrés intervenaient également et marquaient le caractère internationaliste et la volonté d'unité Français-Immigrés de l'UOPDP.

Le second travailleur tunisien fit ressortir avec chaleur la nécessité de l'unité des travailleurs de France avec les peuples en lutte et marqua la volonté des ouvriers tunisiens de refuser la mise au pas de l'UGTT.

Un petit paysan, viticulteur dans le Beaujolais, prenait également la parole.

Entre chaque intervention furent présentés par département les candidats de l'UOPDP dont Michel Debary souligna le caractère prolétarien : 64 % d'ouvriers, 18 % d'employés dans notre région.

Ce caractère se retrouva pleinement dans l'intervention très applaudie du camarade Joël Perret, membre du Comité d'Initiative National et candidat contre Marchais. Avec verve, il attaqua le bilan de faillite du professeur Barre que les travailleurs veulent renvoyer faire ses cours aux cadres de la bourgeoisie en crise.

Il rappela les passages au pouvoir des politiciens du PS et montra que « ces hommes d'avant-hier feront demain la même politique qu'aujourd'hui ».

S'adressant aux travailleurs, aux syndicalistes, au mouvement des femmes, aux écologistes, il les appela à la vigilance contre les manipulations et les récupérations du parti de Marchais, qui nous conduirait tout droit au capitalisme d'Etat, rappelant ce mot inquiétant de Kanapa, comme quoi : « L'URSS, ce n'est pas vraiment la liberté, mais c'est quand même le socialisme ».

Aux travailleurs, aux ménagères, aux jeunes présents au Palais des Congrès, Joël Perret traça ensuite la perspective de développement de l'Union pour l'après-mars et fixa les traits du débat nécessaire sur le socialisme qu'elle doit porter, avec un écho très enthousiaste.

Une partie musicale populaire a ponctué la réunion, donnant à chacun la possibilité de discuter aux nombreux stands des comités et de regarder l'émission de télévision, enregistrée, de l'UOPDP. Le camarade Granjon conclut le rassemblement par un appel au renforcement de l'UOPDP dont ce meeting constitue une apparition régionale très positive.

Pour la publication du résultat des élections

Pour que le *Quotidien du Peuple* puisse le plus rapidement possible rendre compte des résultats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne, nous demandons aux comités de l'UOPDP de nous téléphoner le plus rapidement possible dès dimanche soir les résultats de leur circonscription. Il faut que le représentant de l'UOPDP qui se tiendra au bureau de vote où sont centralisés les résultats de la circonscription appelle le journal au 636 73 76 dès que les résultats seront connus.

Pour que les résultats puissent être rapidement exploités et ne pas immobiliser la ligne trop longtemps compte tenu des nombreuses correspondances que nous attendons dans une fourchette de temps très restreinte, nous demandons à nos correspondants de remplir avant de téléphoner la fiche suivante et de nous en donner lecture.

UOPDP	PCF
LO	PS
PLSLPT	MRG
PSU Front Autog ...	Gaull. gauche
Coll. Ecologie 78	Jobertistes
Div. Ecolo	UDF
Choisir	RPR
Régionalistes	Div. droite
Div. ext. gauche	(préciser*)
(préciser*)	Ex. droite
	(préciser*)

* : S'il y a plusieurs candidatures divers extrême gauche, divers droite ou divers extrême droite, énoncer chacun des résultats.

Auxerre : 10 mois après la mort de Mireille Bressolles

LE COMITE DE SOUTIEN RELANCE L'ACTION

Manifestation mardi après-midi dans les rues d'Auxerre. Les amis de Mireille Bressolles, morte le 20 mai dernier, après une grève de la faim, étaient dans la rue pour réclamer une fois de plus la réintégration de Mireille Bressolles, indispensable pour assurer la sécurité matérielle à son fils, le petit Fabrice.

Cette réintégration cela fait longtemps que les autorités la promettent. La DDASS la promettait même quelques jours avant la mort de Mireille. Le 20 mai dernier, elle mourait pourtant sans que rien n'ait été fait ! Le 6 juillet Eliane Bressolles, la sœur de Mireille s'entend dire par la DDASS que la réintégration de Mireille Bressolles dans le cadre de l'hôpital de Tonnerre (déjà acceptée par l'hôpital) ne peut être entérinée, sous prétexte que Mireille n'a pas rédigé elle-même sa demande de réintégration !

Pour Fabrice, pas de réintégration, cela veut dire pas de capital décès, pas de pension. Il ne toucherait pas un sou d'une administration qui a employé sa mère pendant 12 ans !

Le comité de soutien réintervient à la DDASS en délégation. On lui promet la réintégration à condition que soit produit un certificat prouvant que Mireille était hors d'Etat de rédiger sa demande ! Le certificat est produit mais la DDASS se réfugie dans le silence. Ensuite vient tout un jeu révoltant de l'administration : la DDASS et l'hôpital se renvoient la balle, cherchent à gagner du temps et font miroiter une issue à condition que le comité ne fasse pas trop de scandale, c'est-à-dire entre autres pas de procès...

Le 10 décembre, le directeur de la DDASS refuse catégoriquement la demande de capital décès à Eliane Bressolles.

Le directeur de l'hôpital de Tonnerre de son côté propose d'écrire au maire de Tonnerre pour que la question soit inscrite à l'ordre du jour du conseil d'administration du 24 février. Le 24, le conseil ne peut même pas se réunir, le quorum n'est pas atteint : 5 personnes présentes, certains représentants syndicaux même sont absents !

Le comité de soutien tire de cette période de juillet 77 à mars 78, le bilan que les autorités ont cherché à le décourager, en misant sur l'émiettement et la lassitude. Les amis de Mireille Bressolles tirent aujourd'hui toutes les leçons de cette succession de manœuvres : ils sont décidés à relancer l'action, à interroger les candidats aux élections et à intervenir publiquement dimanche prochain à l'issue du 1^{er} tour des élections.

Létang-Rémy

87 licenciements

Le PCF : «Votez contre les licenciements, votez Villa !»

Létang et Rémy, passage Josseaume, dans le 20^e arrondissement. Une boîte de métallurgie, qui fabrique des pièces détachées pour l'automobile. Ce mardi, le passage est désert. Même à l'heure de la sortie, ils ne sont que quelques dizaines à prendre le chemin du métro, la tête basse. Vendredi, au milieu de l'après-midi, les flics sont venus prêter main forte au patron, qui faisait démanteler les machines. La boîte se transporte en Normandie... elle y envoie son matériel, mais les ouvriers restent sur le pavé.

Cette menace, cela fait plus d'un an qu'elle est connue. Mais encore mercredi dernier, au CE, la direction prétendait qu'elle ne savait pas quand la décision interviendrait. Pourtant, elle commençait à faire préparer les feuilles de paie. Mais la nouvelle des licenciements est tombée, malgré le refus de l'inspection du travail. Sans délai, sans même que le préavis soit effectué ! Ce sont principale-



Des travailleurs de Létang-Rémy lors d'une pose, il y a quelques mois.

ment les femmes des chaînes de fabrication qui ont été licenciées, seuls restent l'outillage et l'entretien, ainsi que les délégués, que le patron ne s'est quand même pas risqué à mettre à la porte tout de suite...

Pour l'instant, aucune riposte n'a pu se faire. Il faut dire que depuis que des bruits ont circulé sur la fermeture, depuis même qu'elle était confirmée, le PCF, qui est intervenu plus d'une fois avec ses députés du 20^e, a tout fait pour apaiser les craintes. Il y a

près d'un an, il disait déjà : «Si vous tenez le coup jusqu'aux élections, ça ira, on fera le reste». Et les dirigeants de la CGT, qui sont d'ailleurs surtout implantés au niveau des secteurs en sursis, n'ont rien fait pour préparer une riposte. Sur les murs, rue des Haies par exemple, le PCF continue sa campagne, comme si les licenciements n'avaient pas eu lieu pour de bon : «Le 12 mars, votez contre les licenciements, votez PCF, votez Villa !»

Energie solaire

LE CEA, MARCHAND DE POMPES SOLAIRES

Le commissariat à l'Énergie Atomique vient de prendre le contrôle de la Sofrates, un des grands fabricants de pompes solaires. Domaine de l'application de l'énergie solaire, les pompes solaires (qui distribuent de l'eau par un système de chauffage d'un circuit primaire par la chaleur du soleil) sont sorties depuis longtemps du stade expérimental, et leur utilisation est de plus en plus répandue dans les pays du Tiers Monde. Les industriels français en ont vendu une centaine l'an dernier. Pour les pays du Tiers Monde les pompes solaires

représentent un certain avantage, du fait que son utilisation ne demande pas une infrastructure coûteuse avec d'autres sources d'énergie et aussi parce que leur mise en place peut se faire dans un lieu isolé. L'utilisation de ces pompes représente, pour les pays du Tiers Monde, un pas de plus vers l'indépendance énergétique.

L'impérialisme français y voit cependant un moyen de pénétration vers ces pays. Le fait que le capital de la Sofrates ait été partagé entre le CEA (75 %) et la Compagnie française

des Pétroles (25 %) n'est pas étranger à la volonté de l'Etat français de développer sa pénétration dans les pays en voie de développement face à l'absence de l'impérialisme américain en ce domaine.

La CFP permettra d'autant plus facilement cette pénétration qu'elle est déjà implantée dans ces pays. Pour le gouvernement l'opération de rachat est rentable de suite, grâce à l'essor qu'a connu dernièrement cette technologie, et parce que le stade de la recherche est depuis longtemps dépassé.

IBM France

«Nous ne savions même pas qui était notre employeur»

Mardi, 17 heures, place Vendôme : les employés en grève tiennent une conférence de presse devant le siège social d'IBM-France, devant une imposante porte verte qui ne s'entrebâille que pour laisser sortir quelques cadres dits supérieurs, bien mis et bronzés... Juste à côté, dans une vitrine où IBM fait miroiter son image de marque, on peut lire cette phrase que les employés commentent avec ironie : «Aucun aspect de la vie ne nous est indifférent ! Au beau milieu de la place, devant le Ritz et les boutiques de grand luxe, stationne un car bleu de gardes mobiles avec, derrière, des voitures banalisées des RG et des flics postés aux quatre coins.

Les grévistes, en même temps qu'ils font l'histoire de leur lutte (voir QdP du 8 mars) expriment leur indignation devant la transaction dont ils ont été l'objet : «Nous avons affaire à des marchands d'es-

claves des temps modernes : le 8 mars, nous ne savions même pas qui était notre employeur.»

A travers cette lutte, tous les problèmes posés par le développement des entreprises d'intérim et de sous-traitance et la multiplication des catégories d'employés hors-statuts comme les vacataires, les auxiliaires, les stagiaires... apparaissent de plus en plus clairement : «Pourquoi y a-t-il tant de boîtes d'intérim sinon pour faire baisser le nombre de chômeurs ? (...) C'est plus difficile de lutter pour des intérimaires, les patrons le savent bien.»

En ce qui concerne l'ouverture des négociations, la direction d'IBM et de TMG (l'entreprise sous-traitante) se renvoient la balle : pour IBM, il n'est pas question de discuter avec des gens qu'elle n'emploie pas. Quant au patron de TMG, il n'a cessé de répéter aux représentants des employés :

«Vos revendications, je n'en ai rien à foutre.» Cela ne fait que renforcer la détermination des grévistes : pour preuve, après consultation, les coursiers, sous les applaudissements, annoncent leur décision de rejoindre le mouvement en se mettant en grève illimitée avec occupation.

La tenue d'une assemblée générale tous les jours est décidée ainsi que des collectes pour le soutien financier et des mesures de popularisation de la grève.

Communiqué CFDT-CGT IBM Paris

«La grève des employés du service courrier IBM vendu à T.M.G. (Technique Méthode Gestion) s'étend à d'autres employés TMG : des coursiers qui portent des pièces détachées ont rejoint le mouvement. La direction d'IBM au mépris de la loi interdit aux grévistes de distribuer des tracts, d'entrer dans les immeubles, d'aller au local syndical et même aux WC.

Pendant ce temps, elle oblige les titulaires IBM à faire le travail en lui faisant jouer le rôle de briseurs de grève.

Les inspections du travail alertées commencent à prendre l'affaire en mains. Le personnel IBM informé se déclare de plus en plus ouvertement solidaire des grévistes.»

Nucléaire : la conclusion d'un «débat démocratique»

L'usine de Windscale va s'agrandir

La British Nuclear Fuels Limited est satisfaite : le ministre anglais de l'environnement Peter Shore vient d'autoriser l'agrandissement de son usine nucléaire de Windscale pour le retraitement des combustibles nucléaires. La BNFL espère désormais obtenir des contrats avec le Japon, la RFA, la Suède ou la Suisse, sans oublier les déchets résultant du programme nucléaire que l'Angleterre s'appête à lancer.

L'achèvement des tra-

voux de construction de la nouvelle usine ne se fera pas avant une dizaine d'années. L'usine de Windscale est connue principalement par le grave accident de 1973 : 35 ouvriers avaient été contaminés et une partie de l'usine dut être condamnée.

Auparavant entre 1966 et 1972 on avait dénombré une douzaine d'accidents dans cette même usine. Il faut noter enfin que la décision d'agrandissement a été prise à l'issue d'un

long «débat public» contradictoire où les organisations de défense de l'environnement ont pu s'exprimer largement sur les dangers du projet et sur ses difficultés techniques comparables à celles que le centre français de la Hague rencontre pour effectuer le retraitement. Comme on le voit cette apparence de large démocratie n'a pas empêché le gouvernement anglais de prendre une décision qui va à l'encontre des intérêts de la population.

Intérimaires, temporaires, stagiaires, sous-traités
En soutien à Joëlle
et aux intérimaires des services courrier
qui demandent leur embauche à IBM
En soutien à la lutte de tous les hors-statuts
VENEZ NOMBREUX
Vendredi 10 mars 1978 à partir de 19 h
Bourse du Travail : 3 rue du Château d'Eau
M^o : République

Débats, projections, stands, exposition de toiles de Joëlle, groupes musicaux, buffet.

C'EST L'EMPLOI DE TOUS QUI EST EN CAUSE

General Motors (Strasbourg)

Après l'évacuation 50 GREVISTES SOUS LA MENACE DE LICENCIEMENT POUR FAIT DE GREVE

● La direction de la General Motors à Strasbourg a, comme on le sait, fait appel mardi à l'aube à un détachement de gardes mobiles pour expulser les grévistes occupant la centrale thermique depuis 15 jours. Mais elle n'en est pas restée à ce coup de force policier.

Mardi matin, un travailleur de l'usine recevait par huissier une lettre l'avertissant qu'il était mis à pied, sans plus de précision, pour une durée indéterminée, pour des «actes» qui ne sont d'ailleurs pas précisés.

Mais dans la journée de mardi, un verdict plus lourd, non encore définitif, est tombé : c'est au minimum 50 ouvriers, jugés parmi les plus combattifs qui ont reçu une lettre leur interdisant de franchir les grilles... jusqu'à leur licenciement demandé par la direction.

C'est donc 50 ouvriers qui sont menacés de licenciement pour fait de grève. Le seul exemple d'une telle répression qu'on ait connu récemment, c'est l'affaire de Roth à Strasbourg. Les travailleurs, syndiqués CGT, CFDT et non-syndiqués ayant reçu la lettre d'un huissier, sont convoqués pour mercredi, individuellement, par la direction. D'ores et déjà, ils ont pris la décision de se rendre collectivement dans les bureaux.

LES TRAVAILLEURS DE GENERAL MOTORS : DES «CASSEURS» SELON LA BOURGEOISIE

Lors de la dernière garde à la centrale thermique, lundi soir, la plupart des travailleurs ne s'attendaient pas à ces coups de force successifs. Etant donné la proximité des législatives, s'entend. Mais il ressortait clairement, lors des discussions de mardi, que la droite n'avait rien à perdre, les jeux étant faits en Alsace. Le Préfet, connu pour son palmarès anti-ouvrier (Roth, Clark), qui avait, dit-on, dissuadé la direction du trust ce week-end de faire appel

aux flics, a semble-t-il reçu des ordres de plus haut. Il y avait eu la répression brutale de Roth ; il y avait eu l'affaire du Carnaval de samedi dernier à Strasbourg, où selon des sources bien informées, le «cassage» de magasins a été l'oeuvre de provocateurs. La droite en Alsace a, semble-t-il, définitivement choisi de faire campagne sur le thème de l'ordre. N'a-t-elle d'ailleurs pas, à la télévision, tenté de faire un amalgame grossier entre les dégâts (téléguidés) contre les magasins samedi, et les grévistes accusés d'avoir trempé dans l'illégalité ?

Comme nous le disions dans notre précédente édition, la General Motors a choisi, pour frapper, le moment où la direction du syndicat CGT a cassé le front syndical qu'avaient réclamé les travailleurs, et à propos duquel ils avaient dû se battre quotidiennement, pour lui faire respecter la souveraineté des Assemblées générales, notamment à propos du comité de soutien. Et c'est bien parce que ce coup porté par la direction CGT n'a pas entraîné un pourrissement suffisant du mouvement à la mesure de ce qu'espérait le trust, qu'il

a choisi de frapper.

La CFDT a distribué mardi après-midi un tract dans lequel elle appelle à un meeting pour mercredi matin, demandant la solidarité des non-grévistes.

LA DIRECTION DU SYNDICAT CGT : PÉTITION, MÉPRIS DES TRAVAILLEURS ET APPEL A VOTER POUR LE PCF LE 12

La direction cégétiste a refusé de s'associer à ce meeting comme à la conférence de presse tenue par la CFDT mardi après-midi. Elle a par ailleurs été plus loin dans sa tentative de démobilisation, faisant preuve d'un rare mépris envers les travailleurs. Après avoir traité les ouvriers expulsés de «minoritaires» alors que l'heure doit être à une riposte d'ampleur, elle feint de s'étonner de l'attitude du trust en justifiant sa position dans un tract diffusé mardi midi. Il n'y est pas une seule fois fait mention de l'expulsion : «Pour enlever à la direction ce prétexte (l'occupation) à partir duquel elle faisait obstruction à la discussion, le syndicat CGT-GM s'est retiré de l'occupation de la centrale le samedi 4 mars, à la suite d'une décision majoritaire (6 travailleurs !) de l'assemblée générale. Si la direction avait un comportement responsable, elle devrait mesurer l'importance de ce pas». Elle l'a mesurée ! Les travailleurs s'en sont rendu compte quand ils ont été éjectés de l'usine mardi matin.

Les hommes du PCF dans la CGT ont, semble-t-il, aussi apprécié à leur manière les résultats de leur décision : ne les a-t-on pas vus, dans la matinée de mardi, s'esclaffer avec les gardes et tenir grande conversation avec l'huissier, à la vue des travailleurs et de leurs propres militants scandalisés !

Mais où les hommes du PCF dans la CGT atteignent les sommets de l'abjection, c'est quand ils accusent les travailleurs non grévistes, et quelques travailleurs dégoûtés, d'être «rentrés à l'usine au premier coup de sirène mardi matin» attitude qui l'a, affirme la CGT, «empêchée de discuter de ses propositions de riposte contre la répression», en l'occurrence des pétitions.

La direction CGT n'a en fait tenu aucun meeting devant l'usine mardi matin ! Si les raisons de ce coup porté contre la grève n'étaient pas suffisamment claires, la direction cégétiste se charge de mettre les choses au point : «Enfin le syndicat CGT Général Motors vous rappelle que nous sommes à la veille d'une échéance électorale décisive, pouvant déboucher sur des changements fondamentaux dans notre pays en faveur des travailleurs. A l'heure de ce choix, la CGT vous appelle, chacun et chacune, à faire concorder dès le 12 mars prochain votre lutte revendicative, et l'immense aspiration de vous tous à un changement réel et durable, avec l'utilisation de votre bulletin de vote». Donc, pas de mouvement d'ampleur à 4 jours des élections ! Cet appel à voter pour le PCF, comme seule perspective de lutte, face à la répression, n'est pas sans commencer à créer de sérieuses interrogations, sur lesquelles nous reviendrons, y compris dans les rangs mêmes de militants actifs CGT, qui exprimaient tout haut leur désaccord avec le tract diffusé mardi.

Richard FEUILLET

RPT Colmar : en grève depuis le 1^{er} mars menace d'évacuation

Mardi matin, le tribunal des référés ordonnait l'évacuation immédiate de l'établissement, pour 9 heures. Dans l'après-midi, les travailleurs, très mobilisés, attendaient de pied ferme, pas décidés à se laisser évacuer par les forces de l'ordre. Le nombre de travailleurs présents, loin de diminuer devant cette intimidation, se renforce sensiblement, pour garder l'usine.

La direction générale de Paris, contactée par les syndicats, refuse de négocier. «Ce n'est pas son problème !». Elle prétend qu'elle a fait des propositions substantielles à Colmar. Les grévistes ne voient pas de quoi elle parle ! Par contre, elle persiste dans son chantage à l'emploi, menaçant de fermer l'entreprise si la grève continue. Elle espère ainsi faire reculer les ouvriers, compte-tenu du projet global de restructuration et de licenciements en cours dans le groupe. Mais ce calcul est resté sans effet.

Les grévistes continuent la popularisation, et organisent des collectes de soutien. Les syndicats rencontraient le préfet à 11 heures mercredi.

Nouvelles de Franche-Comté

LE MÉPRIS DE LA SÉCURITÉ

● UN OUVRIER ÉCRASÉ PAR UNE PRESSE DE 600 KILOS

En Haute-Saône, M. Bernard Jeunot, 30 ans, ouvrier d'une société de dragage et de matériel de construction, a été écrasé par une presse tombée en panne, au moment où il tentait de la réparer dans la fosse.

● DEUX CONDUCTEURS D'ENGINS TUÉS LE MÊME JOUR DANS LE JURA

Dans des conditions semblables et le même jour, deux travailleurs (dont l'un de l'Équipement) étaient écrasés par leur pelleteuse renversée, l'un à Lons-le-Saulnier, l'autre près de Saint-Claude.

— Un maçon fait une chute d'un échafaudage près d'Ornans.

GREVE DES ENSEIGNANTS LE 7 MARS DANS LE DOUBS CONTRE LA RÉPRESSION

Les syndicats CGT, CFDT et FEN du département organisent une grève et une manifestation contre les mesures administratives prises à l'encontre du secrétaire départemental, J.-P. Billot de la FEN, militant actif dans son lycée agricole à Donnemarie près de Besançon. Ses activités et la grève récente du personnel de cet établissement semblent avoir déplu à l'administration qui cherche à lui retirer son emploi à la rentrée, l'empêchant du même coup d'exercer son activité syndicale.

— Grève des postiers du centre de tri de Besançon le 8 mars, contre la dégradation des conditions de travail.

— 2 jours de grève à l'usine de vélos Godfried à Dôle.

A l'appel de la CFDT, les travailleurs (une cinquantaine qui ont été repris après la fermeture de l'usine Jeunot) ont voulu montrer à leur nouveau patron qu'il ne pourrait les exploiter sans condition sous prétexte de les avoir réembauchés. La direction, en effet, ignore systématiquement les conventions collectives de la métallurgie. Les grévistes réclament notamment une augmentation de salaires et le paiement des jours fériés.

LES COMÉDIES ÉLECTORALISTES DANS LES MUNICIPALITÉS DE GAUCHE DU JURA

A Lons-le-Saulnier, le vote du budget a surpris les habitants : le PC s'est allié avec «la droite» pour réclamer une augmentation des crédits à l'école libre, que le PS voulait refuser, tandis que le PS propose de verser un minimum (70 % du SMIC) aux personnes âgées, ce que le PC refuse (c'est à l'État de payer). On le voit, chacun, à la veille des législatives, cherche à se distinguer et fait assaut de démagogie.

A Dole, le PC avait proposé d'augmenter les impôts locaux selon le niveau d'augmentation de l'indice des prix, le PS avait prévu près du double ; la rupture avait été évitée grâce à une demande de subvention de l'État. Comme il fallait s'y attendre, le refus à peine énoncé, le PC engage une campagne de signatures de pétition. Les autres partis, PS et PSU, protestent de cette utilisation exclusive du mécontentement des contribuables !

Mesanger (Loire Atlantique)

REINTEGRATION D'UN FERMIER EXPULSE

La famille Pellerin habitant Mesanger (Loire Atlantique) victime d'une reprise frauduleuse a été expulsée de sa ferme par 600 CRS le 27-6-75.

Aujourd'hui, les fermiers exploités par les abus des propriétaires mais aussi par les firmes et les banques, doivent par leur présence à Rennes obtenir la réintégration de cette famille dans son ancienne ferme.

Il y va de la priorité du droit au travail, sur le droit de propriété.

A Mesanger, près de

100 paysans, sur les 120 de la commune, avaient empêché le Préfet de réaliser cette expulsion. Cependant 6 mois plus tard grâce à 600 CRS, automitrailleuses, gendarmes avec fusil à balles réelles, un certain 27 juin 1975, le Préfet soutenu par la propriété foncière jetait à la rue la famille Pellerin, Charles et Marie et leurs deux enfants âgés de 14 et 15 ans, Jean Charles et Yannick.

La propriété soutenue par les pouvoirs publics

venait de marquer un point.

Pourtant, grâce à la ténacité des syndicalistes et notamment celle de Paysans Travailleurs de la Région d'Anenis, 2 ans plus tard, nous démontrions en tribunal paritaire qu'il y avait eu reprise frauduleuse et obtenions plus de 70 000 F d'indemnisation pour la famille Pellerin.

Nous allons en appel à Rennes, car l'adversaire conteste les conclusions du tribunal de Nantes mais

aussi parce que nous sommes en droit de demander la réintégration, pure et simple, prévue par le code rural.

Tous les fermiers de l'Ouest mais aussi de la France, tous les paysans exploités, doivent être présents :

**A RENNES LE 9 MARS
pour l'application
du droit au travail**

Paysans travailleurs
(Anenis)

12 mars En lisant leurs programmes : DES CHIFFRES ET DES MOTS

● Le PS est-il une alternative à la politique actuelle ?

Ne parle-t-il pas de «changer la vie»? Les moyens considérables dont il dispose lui permettent parfois de le faire croire. Pour cela, il utilise quelques arguments chocs tels que le SMIC à 2 400 francs, les nationalisations, quelquefois une perspective autogestionnaire et la défense du cadre de vie. A propos de chacun de ces thèmes, le PS s'est pourtant trahi à plusieurs reprises. Que ce soit dans les nombreux livres qu'écrivent ses dirigeants, dans

des interviews, dans des colloques ou à l'Assemblée Nationale.

Si on examine un par un ces fameux «thèmes» on constate qu'en ce qui concerne le SMIC à 2 400 francs par exemple, il a été accepté par Mitterrand contre l'avis de ses experts. En cédant sur ce point, il voulait couper court aux critiques du PCF et à l'incompréhension des travailleurs et des militants de base de son parti. De plus, ne doutons pas que c'est un peu un rendez-vous qu'il a pris avec l'avenir. On croit déjà entendre les discours du premier ministre à la télévision sur le thème : «*Nous avons*

fait un effort pour augmenter de manière substantielle le salaire minimum. La situation que nous a léguée la droite est plus mauvaise encore que ce que nous pensions ; la conjoncture internationale ne s'améliore pas, il faut être patients pour vos autres revendications.

Le cadeau de 27 milliards que le PS prévoit d'accorder au patronat devrait faire réfléchir ceux qui pensent que la gauche au pouvoir, c'est la fin de l'austérité... Un autre indice de la nature de la politique que les socialistes se promettent de mettre en œuvre sont leurs multiples déclarations

au moment de la sortie du plan Barre telle que l'incoubable : «*Je ne souhaite pas que le plan Barre échoue*» de Mitterrand au *«le seul tort de Barre c'est d'avoir échoué»* prononcé quelques mois plus tard. Bien sûr, les socialistes promettent quelques nationalisations : en quoi cela favoriserait-il la classe ouvrière? Certes, il ne fixe pas à celles-ci le même objectif que le PCF. C'est plutôt des nationalisations à la manière de De Gaulle à la Libération qu'ils projettent. Cela n'est en rien des mesures anti-capitalistes! Au contraire, ce que le PS cherche à faire, c'est à restructurer l'appareil de

production française pour le rendre plus compétitif face à la concurrence internationale. C'est dans ce but qu'il limite les nationalisations à quelques secteurs de pointe ou à quelques entreprises dans telle ou telle branche jouant un rôle déterminant.

La volonté des experts du PS c'est de substituer à une multiplicité d'intérêts privés contradictoires, l'intérêt général des capitalistes. On ne voit pas du tout ce que la classe ouvrière peut y gagner...

Dans ce contexte, toutes les belles phrases sur l'autogestion prennent leur véritable signification. Ce thème est d'ailleurs moins utilisé. Il est vrai qu'il

a joué son rôle un moment : contribuer à donner une image de gauche à la social-démocratie ; aujourd'hui à l'orée du pouvoir, le PS parle plus de choses sérieuses. Pourtant, si on examine ce qu'il mettrait sous ce mot, il n'y avait rien, là derrière, de bien subversif...

Quel que soit l'angle sous lequel on examine les propositions du PS on se rend compte qu'il est maître dans l'utilisation du double langage et que la gestion qu'il nous prépare pourrait bien rappeler étrangement celle de la droite.

PLAN ROCARD = PLAN BARRE PLUS QUELQUES NATIONALISATIONS



«*Nous avons la confiance du travail, il nous faut la confiance de l'argent*», Rocard au colloque de l'Expansion.

Des réalités... aux aveux

Sur l'inflation

Attali, l'un des trois responsables de la commission économique du PS, à L'Expansion : «*La gauche au pouvoir, c'est 15 % d'inflation par an.*

Boulloche, responsable de la commission économique du PS : «*L'inflation ne sera pas supérieure à celle que nous connaissons aujourd'hui.*

Sur les nationalisations

P. Uri (expert du PS) devant un forum organisé par les agents de change : «*Le problème est de savoir comment reconstituer les marges financières des entreprises.*

Le représentant du MRG présent au débat ajoute : «*L'investissement public doit relayer l'investissement privé chaque fois que celui-ci ne se fait pas.*

Mitterrand, conférence de presse du 28 septembre 77 : «*Les communistes veulent nationaliser toutes les filiales. Nous nous disons que l'essentiel est de faire en sorte que la puissance publique s'assure, par le transfert du capital dans les filiales importantes, les moyens de la restructuration industrielle.*

Mitterrand à Rome à un congrès sur l'avenir du capitalisme (1) auquel il participait avec le très réactionnaire britannique Heath. Il y déclare : «*Je ne suis pas pour les nationalisations à tout prix, mais il faudra bien un jour faire passer quelques bonnes affaires dans le secteur public.*

Mitterrand au Forum de L'Expansion devant 400 capitalistes, en octobre 76 : «*La nationalisation n'est pas une sanction, elle est une promotion. Elle permettra de bien s'attaquer au problème de la restructuration.*

Licenciements... avec reclassement ?

Defferre, dans son livre : «*Si demain la gauche : «Le droit du patron à licencier y est*

reconnu (dans le Programme commun) ; mais on y ajoute le droit de l'ouvrier au reclassement la difficulté en reconnaissant deux droits contradictoires. Car que veut dire «reclasser»? Reclassé où? Comment? Par qui? Voilà le problème. Cela, je ne cherche pas à le nier, ni le programme commun, ni l'annexe ne le précisent.

A la recherche du consensus

Mitterrand à France Inter le 9 avril 76 : «*Si la gauche vient au pouvoir, les problèmes de fond continueront à exister, mais les Français seront sans doute plus patients, n'attendant pas de miracles immédiats de qui que ce soit, sachant que les équipes nouvelles ont l'intention de transformer les structures.*

Uri au Colloque économique de Suresnes en Juin 75 : «*Il n'y a pas de lutte contre l'inflation dans le système où nous vivons car il ne sait pas répartir les sacrifices. La politique socialiste imposera aux riches les sacrifices les plus lourds, ce qui permettra d'en demander aux autres.*

Mitterrand à France Inter le 24 novembre : «*Il est impossible de demander des sacrifices et un effort nouveau à un pays tant qu'on n'a pas réalisé un grand pas vers la justice et l'égalité.*

Cette déclaration est intéressante à mettre en parallèle avec cette phrase extraite du livre du réactionnaire Chalandon : «*Les joueurs de flûte*» : «*L'effort pour réduire les inégalités apparaît comme la contrepartie indispensable qu'il faut obtenir dans les augmentations de Salaire notamment.*

Attali dans «Si la gauche l'emporte» : «*Nous pensons sincèrement qu'avec l'Union de la gauche au pouvoir, qui apportera une garantie de bonne foi pour les syndicats, ceux-ci sauront régler eux-mêmes éventuellement le rythme des revendications.*

Mitterrand, le 20 novembre à

la fête de la fédération de Paris du PS : «*En Angleterre au moins, le gouvernement a disposé du consentement des travailleurs pour appliquer son plan.*

1^{er} septembre 76, compte-rendu du Bureau Exécutif par Mauroy (Le Monde du 3 janvier 76). Parlant du nouveau gouvernement, il déclare : «*A la différence de ce qui se passe en Allemagne et en Grande-Bretagne, l'équipe actuelle ne pourra obtenir le consensus social nécessaire, qui vient en particulier des organisations syndicales.*

Le PS, parti d'opposition au grand capital ?

Attali «*Si la gauche l'emporte*» : «*Le projet de la gauche conduit à recréer les conditions d'un taux de rentabilité élevé dans le secteur privé, en particulier dans les secteurs prioritaires du plan (biens d'équipement en particulier) (...). L'expérience de la période 44-45 démontre que l'extension du secteur public améliore considérablement l'investissement industriel au lieu de le réduire.*

Gilles Martinet, membre du secrétariat du PS «*Si la gauche l'emporte*» : «*J'attache une importance particulière au dialogue qui peut dès maintenant se nouer avec les industriels qui ne nous sont pas systématiquement hostiles. Nous devons dire clairement ce que nous ferons et nous garder de faire siffler des balles aux oreilles de ceux que nous n'avons pas l'intention d'éliminer.*

Rocard devant le Centre des Jeunes dirigeants en Mai 77 : «*Nous souhaitons le renforcement du pouvoir des organisations patronales car la négociation entre la puissance publique et les professionnels organisés est nécessaire.*

«*L'attitude des organisations syndicales en cas de victoire de la gauche? Nous n'avons jamais dit que nous prétendons gouverner longtemps sans grève.*

Le PS et le programme nucléaire UNE QUESTION DE RAPPORT DE FORCE

Ce qu'ils disaient en octobre 1977

LES DESSOUS DES CONCESSIONS

D'une manière générale le PS prend position en fonction de la mobilisation que tel ou tel projet a suscité.

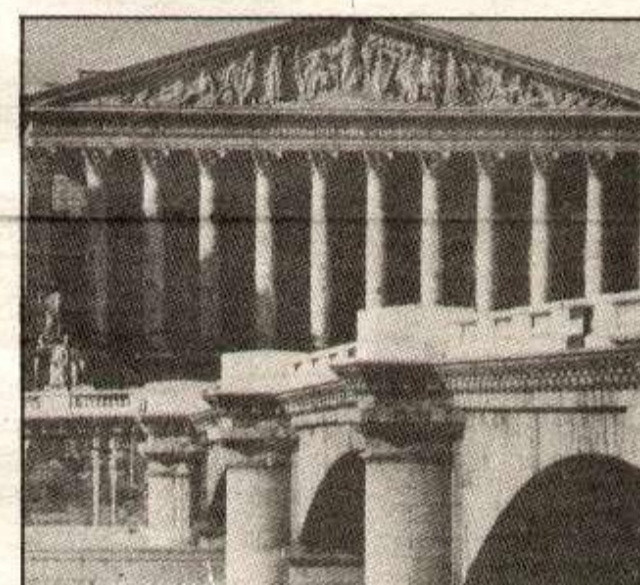
Tous les projets ou presque qui se sont heurtés à une mobilisation réelle, sont provisoirement gelés par ce plan. Creys-Malville ayant même rencontré une opposition européenne entraîne un moratoire sur tous les surgénératurs. Le risque en est trop impopulaire... Les travaux à Bugey sont bien engagés et le projet n'a pas rencontré d'opposition importante localement : il sera poursuivi.

Pas de doute possible, le PS en parti bourgeois ne connaît qu'un langage, celui du rapport de force. Peu lui importe la sécurité de notre peuple.

C'est également parce que la politique de Giscard en direction de l'Afrique du Sud est impopulaire que le PS promet symboliquement d'en suspendre les contrats.

Le PS, prétendait en octobre, «*profiter de l'arrêt de certains chantiers pour que s'instaure un débat national*». En fait, il était surtout question de débat entre les experts bourgeois. Au mieux, le PS envisageait certaines con-

● Parmi ceux qui font des appels du pied aux écologistes, le PS n'est pas le dernier. Il faut reconnaître que Mitterrand dispose d'un avantage sur ses concurrents : ses tentatives de récupération des voix écologistes datent déjà de plusieurs années... A l'époque, c'était d'ailleurs plus facile qu'aujourd'hui. Les discours du pouvoir restaient axés sur la croissance et la consommation. En lançant son programme «changer la vie» en 72 qui insistait sur les problèmes du cadre de vie et les revendications qualitatives, le PS a pu donner l'impression d'offrir des perspectives aux écologistes. Mais depuis, la crise a fait son apparition et le discours giscardien s'est modifié. Sur la question



Le grand débat national sur le programme nucléaire, c'est des moulin à paroles qu'il doit, selon le PS, être cantonné.

sultations à l'abord immédiat des sites concernés. Une chose est sûre, c'est que si le peuple n'avait pas eu la parole pendant ce débat national, le gouvernement de la gauche en

aurait profité, lui, pour infliger un matraquage fantastique, en faveur d'un nouveau programme nucléaire peut être plus «audacieux» que celui de Giscard.

Ce qu'ils ont avoués incidemment

Chapuis (ex-PS) lors des municipales :

«*Curieuse manière de mener le débat politique, le débat démocratique, le débat autogestionnaire, que de renvoyer dos à dos la droite et la gauche, c'est-à-dire d'une part les forces qui représentent les travailleurs et les exploités, d'autre part, celles qui ont la confiance des patrons, des pollueurs et des exploités ; cet apolitisme commode n'a pas d'âge, mais a toujours la même couleur : celle de la droite.*

Dubedout, maire de Grenoble, dont Mitterrand avait envisagé de faire son premier ministre s'il avait été élu en 74.

Les comités Malville lui demandent une salle pour organiser un débat avec la population, refus du maire : explication : «*Il y a un endroit pour débattre de ces choses, c'est le parlement.*

Par ailleurs, il fit couper l'électricité aux grenoblois qui ont pratiqué «l'auto-réduction» de leur facture d'électricité parce qu'ils refusaient de financer le surrégénérateur.

Mais le meilleur aveu de la duplicité du PS n'est-ce pas que dans ses propositions pour la réactualisation du programme commun, le moratoire nucléaire ne figure nulle part !!!!

DE LA SOCIETE AUTO-GESTIONNAIRE A LA SOCIETE D'AUSTERITE

Mitterrand, le 9 avril 76, à France Inter : «*L'autogestion, c'est la réconciliation historique du socialisme et de l'individu (...).* «*Je ne propose pas un changement radical de société parce que l'expérience de société que nous voulons mettre en place ne supprime pas l'économie de marché et préserve, ou plutôt accroît, la liberté d'entreprendre.*

«*diaire*» vers l'autogestion serait évidemment critiquée à gauche par certains théoriciens qui n'ont vécu l'entreprise que dans les livres, et à droite par les thuriféraires du capitalisme féodal. Il existe cependant aujourd'hui une

frange du patronat, propriétaire ou non, qui s'affirme «patronat de gestion» ou encore «patronat de fonction» par opposition au patronat de droit divin, et qui répète à qui veut l'entendre que son souci de maintenir l'autorité patronale ne repose que sur son souci de maintenir l'entreprise en vie. Fort bien ! Voilà l'occasion de montrer la sincérité de cette position (...). La gauche devrait donc trouver auprès de cette frange patronale plus éclairée les candidats à une expérience de marche plus accélérée vers l'autogestion.

«*Si l'on me disait que l'autogestion ne pourrait être*

réalisée qu'à la faveur d'une collectivisation de toute l'économie française, je ne serai pas l'homme d'un pareil programme.

(Mitterrand au Colloque de L'Expansion en Octobre 76)

Puis Mitterrand s'était attaché à montrer que l'autogestion était une conséquence de la décentralisation à tous les niveaux des pouvoirs et de la responsabilité.

Delors, prenant alors exemple sur l'Allemagne, a déclaré que l'autogestion, c'était d'abord la participation des représentants des travailleurs aux organismes de direction des entreprises (conseil de surveillance, comité directeur), plus l'élargissement des attributions du comité d'en-

treprise, plus la possibilité pour les travailleurs de donner leur point de vue sur les conditions de travail.

Defferre dans «Si demain la gauche» : «*Pouvons-nous honnêtement continuer à faire usage de ce mot magique? A faire rêver les gens? A leur donner de l'espoir si nous ne pouvons pas répondre à cet espoir dès notre arrivée au pouvoir? La question ainsi posée, la réponse est forcément : non ! (...)*

Nous devons faire une expérience d'autogestion, mais comme il n'est pas question que l'économie toute entière serve de laboratoire d'avant-garde, nous devons commencer à l'appliquer dans un secteur bien délimité où

elle aura selon nous le plus de chances de réussir. Ce secteur pourra être choisi dans le secteur public. Cela ne doit même pas concerner le secteur public tout entier, mais une partie. Cela pourra être par exemple une ou deux entreprises nationalisées ou des entreprises d'Etat. Et enfin, pour que cette expérience ait tout son sens, elle devra être à nos yeux, non pas octroyée ou décrétée, mais négociée entre les partenaires responsables, c'est-à-dire entre les travailleurs et l'Etat. C'est ce que le programme commun a prévu. (...)

«*Il faut qu'on sache d'avance que si nous accédons au pouvoir, nous saurons gouverner d'une main ferme.*

● Proche-Orient : Arafat en URSS

Arafat, à la tête d'une délégation de l'OLP, est arrivé lundi soir à Moscou. Cette visite a pour but, selon Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP, de «discuter avec les dirigeants soviétiques du renforcement du Front de la libération». Front regroupant un certain nombre de pays arabes hostiles à la politique de Sadate.

Parlant des ouvertures de Hussein de Jordanie en direction de l'OLP, Kaddoumi a déclaré : «La

Jordanie doit déclarer clairement qu'elle n'engagera pas de négociations bilatérales avec Israël».

Par ailleurs, l'émissaire de Carter au Proche-Orient s'est rendu au Caire venant d'Amman et d'Israël. Il a rencontré Sadate à qui il a remis la réponse de Bégin à ses propositions. Sadate cherche à obtenir une déclaration de principe d'Israël avant de reprendre les négociations directes rompues le 18 janvier dernier à Jérusalem.

● Corne de l'Afrique

La prise de Jijiga, ville stratégique du nord de l'Ogaden, par les forces soviéto-cubaines et éthiopiennes qui avait été annoncée par Addis-Abéba a été démentie par les diplomates somaliens en Europe, notamment l'ambassadeur de Somalie à Paris.

A La Havane, l'organe officiel du parti de Fidel Castro écrivait en gros titre : «Jijiga libérée, éclatante victoire éthiopienne», sans mentionner la présence des soldats cubains.

Selon des informations en provenance d'Addis-Abéba, l'armée éthiopienne aurait atteint la frontière de la Somalie et une «contre-offensive» est imminente contre l'Erythrée.

A Karthoum, les deux principaux mouvements de libération érythréens, le FPLE (Front populaire de libération de l'Erythrée) et le FLE (Front de libération de l'Erythrée) tiennent une réunion pour discuter de leur unification.

● Espagne : l'armée condamne des acteurs catalans à 2 ans de prison

Le conseil de guerre de Barcelone a condamné lundi à deux ans de prison les acteurs d'une troupe de mime catalane «Els Joglars» pour avoir joué «en état d'ivresse» une de leur pièce : «la Torna». L'inculpation portait initialement mention d'injures aux forces armées : la pièce retrace et dénonce l'exécution par garrot d'un homme accusé d'avoir abattu un garde civil. Le procès et la lourde peine ont suscité une vaste mobilisation à Barcelone ; des manifestations ont été violemment réprimées par des détachements de police à cheval ; onze blessés et sept arrestations.

● Affaire des votes des Français à l'étranger : l'ambassadeur Delaurey maintenu à son poste

Louis de Guiringaud ministre des Affaires étrangères avait rappelé «en consultation» l'ambassadeur de France au Gabon Maurice Delauney pour avoir adressé deux mille procurations de vote en blanc à Paris et s'être résolument engagé dans la bataille électorale aux côtés de la «majorité». «Grave manquement au devoir de réserve et de neutralité» comme diraient par exemple, les ministres de la Défense ou de la Justice si prompts à sanctionner tous ceux dont les déclarations ne sont autre chose que des témoignages de servilité à l'égard du gouvernement. On se contentera de rappeler l'affaire la plus récente : la rétrogradation et mutation de Monique Guémann. L'ambassadeur, lui, n'a pas été sanctionné. Il a regagné discrètement son poste à Libreville la semaine dernière.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

«ALLO RADIO 93 !»

Une soirée radiophonique pas comme les autres

«Allo Radio 93 ! Je vous téléphone de Saint-Germain en Laye». Pour la première fois dans la brève histoire des radios libres, les auditeurs prenaient la parole en direct sur l'antenne grâce au téléphone. Au cours de l'émission de ce lundi 6 mars, ce sont près de 40 auditeurs qui ont appelé d'Aubervilliers, d'Aulnay dans la Seine Saint-Denis d'où la radio émettait, mais aussi de Deuil-la-Barre, Versailles, Sevran, de la Gare du Nord, du Jardin des plantes... L'émission était exceptionnellement claire, de 20 h 30 jusqu'à deux heures vingt du matin, hormis un brouillage passager vers 21 heures.

Un court débat s'engage sur les ondes avec les auditeurs pour savoir s'il est bon de «verser» les coups de fil sur l'antenne, ce qui est décidé. Pendant près d'une heure des jardiniers de la ville de Saint-Denis ont la parole : ils racontent librement leur lutte contre la mairie PCF remettent patiemment les choses au point en ce qui concerne les calomnies et les accusations lancées contre eux par les cellules PCF dans un tract.

A la triste prose du PCF dénonçant une sol-disant «machination» ils répondent point par point, en citant au fur et à mesure des extraits du tract. Cette émission, c'est la leur. Ils l'ont pensée, élaborée eux-mêmes. S'ils l'ont préparée la veille ensemble. Pour eux cette émission de radio est très importante : elle constitue un des moyens qu'ils

ont de répondre sur le fond au PCF, une réponse que les attaques hystériques dont ils ont été l'objet en AG, leur ont empêché d'exprimer...

EN FRANÇAIS ET EN ARABE

Puis c'est au tour du groupe femmes de Saint-Denis de prendre la parole. Elles racontent le déroulement de la manifestation des femmes, le vrai sens de la journée des femmes, l'«incident» du cinéma «porno». Après avoir entonné une chanson, le groupe Saint-Denis présente ses activités, son but et annonce qu'il compte préparer une émission enregistrée un peu plus longue pour une prochaine fois.

Après quelques accents d'accordéon parmi lesquels on pouvait reconnaître l'air

de la «Butte Rouge», des annonces de manifestations locales sont lues. Des travailleurs immigrés du foyer de l'Yser à Epinay sur Seine font au micro l'historique de la lutte qu'ils mènent pour obtenir le logement qui leur est refusé par la direction PCF de l'Office HLM. Ils parlent successivement en français et en arabe, de la même manière qu'on peut entendre entre les paroles aussi bien des chansons françaises, régionales ou des airs kabyles.

l'avenir immédiat de la lutte engagée par les radios libres : le pari de ceux de «Radio 93», c'est de s'appuyer tout de suite et largement sur tous les auditeurs qui les soutiennent pour constituer un premier rapport de force efficace.

Quel que soit le résultat des élections, et connaissant les positions des partis de droite comme de gauche sur ce point, il faut s'attendre à ce que des mesures soient prises par la future assemblée pour empêcher ou «monopoliser» les radios locales et interdire toutes les autres. A cet instant ce seront tous ces liens populaires qui auront été tissés d'ici là qui seront l'acquis le plus précieux pour poursuivre la lutte.

Pierre PUJOL

CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCES

«Radio 93» s'est déjà taillée une certaine audience tant par sa puissance d'émission (avec 124 watt, c'est la «radio libre» la plus puissante de France) que par le caractère «populaire» de ses émissions. En donnant la parole aux auditeurs, (ce qui suppose l'abandon d'une clandestinité qui a contribué beaucoup trop à limiter l'audience et la prise en main large des radios) «Radio libre 93» innove. Elle donne un exemple utile pour

Radio 93 émet comme son nom l'indique sur 93 MHz (MF) tous les soirs. Pour prendre contact, réunion publique chaque samedi à la librairie «Les Deglings» 44 rue de Lannes 93 St Denis, Tél. 820 24 16.

Saint-Mandé

L'école Decroly en ruines

L'école expérimentale Decroly à Saint-Mandé sera-t-elle reconstruite ? Depuis 1963 que la ville de Paris a décidé sa reconstruction, qu'en 74 elle votait un crédit et que le ministère de l'Éducation Nationale débloquent lui aussi un petit crédit, aucune mesure concrète n'est venue répondre à l'inquiétude des parents et des enseignants, face à la désagrégation de l'école.

En 1971, ceux-ci convoquaient une commission de sécurité pour constater le délabrement général des locaux, et permettre de même d'attirer l'attention des parties concernées. Mais entre-temps, l'indice du coût à la construction augmentait de 65 % ! Une polémique s'engage alors, la Ville de Paris ne voulant pas augmenter sa part de crédits. Elle demande à Haby de couvrir 50 % du montant des travaux, qui n'est pas d'accord non plus et répète que les travaux doivent être pris en charge par la Ville de Paris. Et ainsi de suite... Toujours est-il que la commission de sécurité décidait la fermeture de l'école. Ceux qui avaient décidé

d'attirer l'attention sur leur préoccupation se faisaient en fait prendre à leur propre jeu ! Mais, ne voulant pas voir leurs enfants rejoindre les bancs des écoles qui ne sont plus expérimentales depuis longtemps, ils continuent leur action, par pétitions et lettres envoyées à qui de droit.

La période électorale aidant, lundi 6 mars, le député RPR Vivien faisait savoir que le ministère était prêt à augmenter sa participation, mais «guère au-delà de 25 %» du coût total des travaux nécessaires. La décision est donc à nouveau entre les mains de la Ville de Paris. On peut s'étonner du manque d'empressement des deux parties concernées à appliquer leurs promesses à cette école qui veut que les enfants «puissent aussi bien être heureux étant cordonniers, ingénieurs, ouvriers», mettant en avant l'affectivité des gosses, et qui rejette toute notion d'autorité. En attendant, «ici école en ruine» continue de flotter allégrement sur la façade de l'école Decroly.

«Psychiatisés en lutte» n° 13 - 14 vient de paraître



Le numéro 13-14 de «Psychiatisés en lutte» vient de paraître. A la une, une simple question : «La psychiatrie est-elle un instrument politique ?».

Le Groupe Information Asiles ouvre le débat, analyse les enjeux de la bataille qui a eu lieu au premier congrès mondial de psychiatrie à Mexico en 1971, puis au récent congrès d'Honolulu en 1977. «La schizophrénie torpide : le désaccord entre l'URSS et les occidentaux» est-il simplement «théorique» ?

Un intéressant développement précise en termes politiques la lutte confuse qui s'est déroulée à Honolulu sur ce point.

Dans le même numéro, le témoignage d'un mineur au chômage, interné d'office, les principaux effets de la chimiothérapie, le compte-rendu du procès de Claude Serbonnet...

Le numéro : 3,50 F (0,50 F pour tout interné), à commander à Psychiatrie en lutte, Boîte postale 447 04 75161 PARIS CEDEX 04.

Conférence des Nations-Unies
sur le commerce et le développement (CNUCED) _2_

LA DETTE, UN VÉRITABLE MECANISME DE PILLAGE

● La question de l'endettement des pays du Tiers-Monde est aujourd'hui l'une des questions centrales des négociations internationales relatives aux relations dites « nord-sud ». Elle fait l'objet de la réunion ministérielle de la CNUCED qui s'est ouverte le 6 mars à Genève. L'origine du déficit chronique des paiements courants des pays du Tiers-Monde réside dans les structures économiques dont ils ont hérité de la période coloniale et dans le pillage impérialiste auquel ils n'ont cessé, depuis, d'être soumis, à travers une multitude de mécanismes. La dette est à son tour devenue un autre mécanisme, et non des moindres, pour piller les ressources des pays du Tiers-Monde et étouffer leur effort de développement.

UN CERCLE VICIEUX SANS ISSUE

Pour faire face aux déficits de leurs paiements courants, les pays du Tiers-Monde ont dû emprunter. Maintenant c'est aussi pour faire face aux échéances des remboursements auxquels ils sont tenus, qu'ils doivent encore emprunter. Et cette situation s'est aggravée avec la crise mondiale depuis 73. Les pays du Tiers-Monde ont dû importer aux prix forts, non seulement leurs biens d'équipements, mais également le blé, et les produits de consommation de base. Les fonds tels ceux du FMI, ou de la banque mondiale, étant insuffisants, ils ont dû emprunter aux banques ordinaires. Aussi, la part des banques représente aujourd'hui la moitié de la dette avec des intérêts plus élevés et des conditions plus rigoureuses.

L'aggravation de la situation n'échappant ni aux États impérialistes, ni aux banques menacées de faillite en cas de cessation de paiement, des mesures ont été prises, notamment par le FMI qui ont laissé un léger répit aux pays du Tiers-Monde, dans les dernières années. Mais, le problème n'a fait que s'aggraver, car emprunter pour payer le service de la dette extérieure n'a fait que repousser les échéances, alors que tous les autres mécanismes de pillage, notamment l'échange inégal, ont continué à fonctionner.

Avec la crise, la dette a fait un nouveau bond

C'est ainsi que la dette extérieure des pays en voie de développement est passée de 40 milliards de dollars en 1969, à 140 milliards de dollars en 1975 et 250 milliards de dollars en 1977.

— En 1968 la dette extérieure des pays du Tiers-Monde représentait 15 mois d'exportations.

— En 1976, elle représentait entre 16 et 17 mois d'exportation.

— En 1977, les pays en voie de développement ont consacré 18 % des recettes d'exportation au service de la dette : c'est-à-dire à payer les intérêts des emprunts et à rembourser une partie de la dette.

Selon la CNUCED, le service de la dette absorbera 25 % des recettes d'exportation de ces pays en 1978

L'«AIDE AU DEVELOPPEMENT» ET LA DETTE

La dette extérieure des pays en voie de développement est composée de :

— la dette bilatérale publique, provenant de l'aide publique au développement accordée par les gouvernements des États

imérialistes aux États du Tiers-Monde. Celle-ci est composée d'une faible part de dons, assortis généralement de conditions politiques, d'une grande part de prêts à des conditions dites de faveur, ainsi que des crédits liés à l'achat d'équipements dans les pays donateurs.

— la dette multilatérale, provenant de l'aide ac-

cordée dans les mêmes conditions que «l'aide publique au développement», par des organismes multilatéraux (ONU, Banque Mondiale, etc.)

— la dette privée provenant de «l'aide» de secteurs privés qui a été qualifiée par certains pays du Tiers-Monde «d'aide à la recolonisation» : ce sont les investissements directs, les investissements de portefeuille, les crédits privés à l'exportation, les prêts de banques, etc...



Gazoduc d'Hassi R Mel. L'Algérie comme les autres pays du Tiers-Monde est obligée de s'endetter pour se développer...

verse. L'aide au développement telle qu'elle est conçue actuellement, est donc seulement absorbable immédiatement par le service de la dette, mais elle contribue à aggraver l'endettement des pays du Tiers-Monde.

LA DETTE DANS LES NÉGOCIATIONS POUR LE NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Le Tiers-Monde, devenu

une force politique et ayant acquis la majorité à l'ONU a fait reconnaître son «droit au développement», découlant de son droit à l'indépendance. La conception qui a dominé pendant la première «décennie du développement» (1960-1970) c'est que ce développement était surtout une question de transferts de ressources. Aujourd'hui, sous l'effet conjugué de la crise et de l'action des pays de l'OPEP, les pays du Tiers-Monde estiment généralement que ce transfert de ressources doit être lié à un changement profond des rapports existant entre pays impérialistes et pays en voie de développement. «L'ordre économique actuel se présente comme l'obstacle le plus sérieux au développement et au progrès des pays du Tiers-

Monde», disent-ils. C'est pourquoi, l'annulation et le réaménagement de la dette extérieure qu'ils demandent est une mesure de grande importance, mais cette mesure doit, selon la position exprimée par les pays du Tiers-Monde dans de nombreuses instances internationales, s'intégrer à l'ensemble des dispositions de leur programme d'action pour le nouvel ordre économique international.

Les pays de l'OPEP ont déjà perdu 14 milliards de dollars

Le ministre des Finances et du pétrole du Qatar, Abdel-Aziz Al-Thani, souhaite que l'OPEP trouve dans les meilleurs délais un substitut au dollar comme moyen de paiement du pétrole. Depuis la chute du dollar, les pays membres de l'OPEP ont déjà perdu 14 milliards de dollars. Le Cheikh Al-Thani a préconisé l'adoption d'une monnaie qui ne soit pas affectée par les fluctuations du dollar. Il a également proposé la création d'un marché commun du golfe pour renforcer les économies des pays arabes de la région.

Escalade en Afrique Australe

Les racistes rhodésiens attaquent la Zambie

● Les forces rhodésiennes du raciste Smith ont déclenché mardi une violente attaque contre le territoire de la Zambie, un des cinq pays dits de «première ligne». L'agression a pris notamment la forme d'une attaque aérienne au-dessus de la région de Luangwa, où se rejoignent les frontières du Zimbabwe, du Mozambique et de la Zambie. Selon la radio de Lusaka, capitale de la Zambie, les racistes rhodésiens sont intervenus avec des avions à réaction, des hélicoptères et des troupes aéroportées ; ceux-ci auraient perdu six avions, abattus par la DCA zambienne.

C'est la plus grave agression perpétrée contre la Zambie au cours des dernières années, elle vient après qu'à la fin de l'année dernière, l'aviation rhodésienne ait commis de nombreux massacres en attaquant des camps de réfugiés zimbabwéens au Mozambique.

Le prétexte invoqué par le gouvernement de Salisbury pour «justifier» sa violation de la souveraineté de la Zambie, est la présence dans ce pays, de guerilleros de la ZAPU, l'une des deux forces avec la ZANU, du Front patriotique qui lutte pour la libération du Zimbabwe. En réalité, il s'agit de la part des racistes d'un réflexe de peur et d'une fuite en avant pour étendre le conflit, alors que les patriotes du Zimbabwe viennent de rejeter le prétendu «réglement intérieur» de Smith, et sont décidés à répondre aux manœuvres des racistes par l'intensification de la lutte armée. La lutte se déroule non seulement dans les campagnes du Zimbabwe mais aussi au cœur de la capitale, Salisbury. Ainsi, six bombes y ont explosé samedi, et les autorités racistes ont alors décidé d'imposer le couvre-feu dans une vaste zone proche de la capitale. Personne ne sera autorisé à se déplacer au-delà de cinquante mètres de son domicile, une fois la nuit tombée. Le couvre-feu doit être appliqué sur une zone allant jusqu'à 70 kilomètres de long et quinze de large. L'agression rhodésienne

est intervenue alors que Nkomo et Mugabe, dirigeants du Front patriotique, ont accepté de se rendre à l'ONU pour discuter avec les Anglo-américains. Ils ne le font évidemment pas pour s'associer au «réglement interne» de Smith qu'ils ont rejeté, mais pour forcer les impérialismes occidentaux à négocier sur les bases du plan anglo-américain qui, par certaines clauses, laissait ouvertes des possibilités de négociations pour une indépendance authentique.

La nouvelle agression des racistes ne peut que les inciter un peu plus sur le plan international. Dès lundi, la Haute-Volta, la Tanzanie et le Nigéria avaient dénoncé devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le «réglement interne» de Smith. A ce propos, visant les menaces que fait peser contre l'indépendance du continent africain, l'aggravation du conflit due aux racistes, des menaces qui résident en particulier dans le profit que pourraient en tirer les super-puissances, pour justifier leur intervention, le président du groupe africain à l'ONU, et représentant de la Haute-Volta, Dimbon Bamba, a notamment déclaré que l'accord de «réglement interne» signé entre Smith et des Africains comme Muzorewa et Sithole, « vise à provoquer une guerre fratricide menant inévitablement à l'embrassement de l'Afrique toute entière, à la grande joie des marchands de canons ».

Tito aux États-Unis

Le président yougoslave, Tito, effectue actuellement une visite de trois jours aux États-Unis. Tandis que l'URSS est le principal acheteur et le principal fournisseur de la Yougoslavie, les entreprises américaines y sont le premier investisseur étranger. La visite officielle de Tito aux États-Unis, qui est la troisième du genre, vient peu de temps après la visite à Belgrade du vice-président américain Mondale, et du secrétaire d'État américain à la Défense, Harold Braun. Les Yougoslaves envisageraient d'acheter aux Américains pour dix millions de dollars en matériel défensif et équipements de communications. Ceci reflète les préoccupations yougoslaves face aux menaces dont la Yougoslavie est l'objet, notamment de la part du Kremlin qui espère déstabiliser à son profit la situation en Yougoslavie, après la disparition de Tito, qui a maintenu ces dernières années son pays dans le groupe des non-alignés.

● Cela fait maintenant deux ans que l'impérialisme français a annexé illégalement l'île de Mayotte (Maoré) qui fait partie intégrante du territoire des Comores. Condamné par les instances internationales (OUA, ONU), il persiste dans sa politique agressive contre l'Afrique en intégrant Mayotte dans son système de bases militaires dans l'Océan Indien.

Ces derniers jours, le gouvernement français a orchestré une campagne sur le thème : depuis que la France a quitté les Comores, rien ne va plus dans l'archipel, la population subit une intense répression, etc. (cf. les bulletins d'information de France-Inter là-dessus, la semaine dernière). Partant de certains aspects de la réalité vécue par le peuple des Comores aux prises avec un régime réactionnaire, le gouvernement français qui entretient par ailleurs d'étroites relations avec ce régime, entend justifier par une telle campagne la présence française à Mayotte mais aussi à La Réunion, et plus largement dans l'Océan Indien, ceci en mettant en avant, comme sur le continent africain, la réalité de la pénétration croissante des deux super-puissances, et en particulier du social-impérialisme : un danger utilisé par l'impérialisme français pour se «justifier».

Mayotte, c'est aussi un intérêt électoral immédiat pour les partis bourgeois. C'est un des 17 sièges que fournissent les DOM-TOM («départements et territoires d'outre-mer») au Parlement français, ce qui n'est pas négligeable lorsque le score risque d'être serré en France, le 12 mars prochain. De plus, les Comoriens en France, ressortissants des Comores autres que Mayotte et qui sont menacés d'expulsion à partir du 11 avril prochain, sont «invités» à faire le «bon choix».

C'est tout cela que dénonce ici en termes vigoureux par un communiqué et une lettre ouverte au chef de l'Etat comorien, l'association des stagiaires et étudiants des Comores (A.S.E.C.).

Déclaration de l'Association des Stagiaires et des Etudiants des Comores

Les mardi 21, jeudi 23 et dimanche 26 février, soixante dix Comoriens originaires de l'île d'Anjouan sont arrivés par groupe à Paris. Ils s'étaient enfuis de l'île et avaient regagné Maoré, une autre île de l'archipel des Comores. Cet événement, et le grand tapage fait autour par le gouvernement français, suscitent de nombreuses interrogations au sein de l'immigration comorienne connue de l'option publique internationale.

Le Comité Exécutif de l'Association des stagiaires et Etudiants des Comores, tient à ce sujet à faire les mises au point suivantes :

1) En dépit de la volonté clairement exprimée de notre peuple de maintenir l'Unité nationale et sauvegarder l'intégrité territoriale, l'impérialisme français occupe toujours illégalement l'île comorienne de Maoré et persiste dans une politique scélérate d'isolement de la population de l'île du reste du pays. Le Comité exécutif de l'ASEC exprime son extrême indignation et élève une énergique protestation devant l'acte de pur banditisme que constitue l'expulsion de comoriens d'une partie de notre territoire national : Maoré.

2) L'occupation de l'île Comorienne de Maoré a suscité les plus vives critiques et condamnations de l'opinion publique internationale, notamment du Tiers Monde. En organisant cette opération publicitaire, le gouvernement français espère se blanchir des crimes qu'il a commis contre notre peuple. Il pense faire oublier que c'est lui qui a démembré notre pays, que c'est lui l'instigateur du coup d'Etat du 3/8/75 qui a porté le régime fasciste d'Ali Swalhi au pouvoir. Il espère qu'au bout du compte il redorera son blason aux yeux du monde entier. Il compte également dans l'actuelle campagne électorale où droite et «gauche» rivalisent de démagogie,

faire pression sur la communauté comorienne en lui indiquant le «bon choix». Il est de notoriété publique que les différentes fractions de la bourgeoisie française incitent les Comoriens résidant en France, à prendre la nationalité française en vue, entre autres, des élections.

3) La venue de ces compatriotes en France et leur installation à Créteil (Centre des réfugiés du Sud-Est asiatique, généralement réactionnaires) visent d'autres objectifs précis : faire passer le régime Ali Swalhi pour révolutionnaire et le peuple comorien pour hostile à l'indépendance et à la révolution.

On se souvient de la fameuse déclaration d'Olivier Stirn, Secrétaire d'Etat aux DOM-TOM «les Comoriens sont à contre courant de l'histoire». C'est tout simplement inverser les choses.

Le régime Ali Swalhi est bel et bien un régime fasciste qui opprime les masses populaires et exerce une dictature réactionnaire et féroce sur elles. Il n'a donc rien à voir avec les régimes révolutionnaires, Kampuchéan et Vietnamien par exemple.

Les soixante dix compatriotes ne sont pas des réactionnaires à l'image de ceux qui fuient les sociétés socialistes, ce sont de simples gens, ouvriers agricoles, paysans et élèves qui sont attachés à leur pays, à son progrès et sa liberté.

A l'évidence, notre peuple voue une haine farouche au régime Ali Swalhi. Il veut l'indépendance réelle et l'Unité nationale. Il est déterminé à combattre l'impérialisme français, les fascistes au pouvoir et les séparatistes de la clique Marcel Henry, Bamana. Sa cause sera victorieuse.

Communiqué de presse du Comité exécutif de l'Association des Stagiaires et Etudiants des Comores

Mayotte

● UN SIEGE POUR LA MAJORITE GISCARDIENNE ● UN POINT D'APPUI POUR LE DISPOSITIF FRANÇAIS DANS L'OCEAN INDIEN

Les étudiants comoriens dénoncent l'impérialisme français aux Comores, et les partis bourgeois de droite et de «gauche»



Mayotte, île des Comores, dans l'Océan Indien, maintenue de force sous la domination française, c'est aussi un siège au Parlement français, que la «majorité» giscardienne a de fortes chances de conserver. Ici, Olivier Stirn, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, en tournée à Mayotte, est reçu par le préfet et les notables.

LETTRE OUVERTE AU CHEF DE L'ÉTAT COMORIEN

(Extraits)

Monsieur le chef d'Etat Comorien,

L'Association des Stagiaires et Etudiants des Comores (ASEC) est le syndicat révolutionnaire des Stagiaires et étudiants comoriens. C'est l'instrument qui permet aux patriotes et révolutionnaires anti-impérialistes stagiaires et étudiants d'apporter leur modeste contribution à la lutte héroïque du peuple indomptable des îles Comores contre l'impérialisme français et la réaction comorienne aux multiples visages pour l'indépendance authentique, l'unité réelle du pays et pour l'édification d'une société de démocratie nouvelle. (...)

Nous tenons dans cette lettre ouverte à vous mettre en face de vos responsabilités et à exiger que vous les assumiez. En vous emparant du pouvoir d'Etat par le coup d'Etat du 3 août 1975, vous vous êtes vous-même, chargé de devoirs importants face à notre pays et notre nation. Il est temps que vous commenciez à les assumer, ne serait-ce que partiellement, puisque cela ne saurait être autrement, compte tenu de votre nature (...)

LA SITUATION DES COMORIENS EN FRANCE

Après la déclaration unilatérale de l'indépendance du 6 juillet 1975, date historique pour notre peuple, une période de deux ans fut ouverte pour le gouvernement français à compter de la date de ratification de l'indépendance des Comores par le Parlement français, période au cours de laquelle, les Comoriens en France se trouvaient dans une situation de transition. Cette

période devait permettre aux autorités comoriennes de prendre les dispositions nécessaires, permettant aux Comoriens de régulariser leur situation d'immigrés en France. (...)

Depuis le 5 août 1975, date de votre coup d'Etat, rien n'est venu régler la situation des compatriotes à l'étranger, à telle enseigne que l'échéance du 11 avril 1978 soulève de sérieuses inquiétudes au sein de la communauté comorienne en France, car passée cette date, l'immense majorité des Comoriens en France se trouveront dans une situation d'irrégularité (...)

A la mi-mai, votre ancien ministre de l'Intérieur Salim Himidi en visite officielle à Paris, a déclaré à la presse : «Malgré le problème de Mayotte, les rapports entre les Comores et la France sont bons». Et cette affirmation est juste car même si aucun accord du moins ouvertement, ne semble être signé entre les Comores et la France, même si vous déclarez que «la France est l'ennemi n° 1 des Comores», nous voyons vos messages en visite en France ; nous savons que votre gouvernement a été représenté à la conférence de Dakar qui a réuni le 20 avril 1977 le gouvernement français et les gouvernements africains qui entretiennent des bons rapports avec la France de Giscard d'Estaing ; nous connaissons les liens économiques qui vous unissent à la France à travers vos rapports avec la Communauté économique européenne, à travers l'appartenance des Comores à la zone franc, etc... nous connaissons les liens culturels qui vous lient à la France à travers notamment l'orga-

nisme francophone qui vous a fourni les enseignants, à travers les fournisseurs de films de cinéma au pays, etc... Il est clair comme de l'eau de roche que «le manque de rapports avec la France» ne saurait vous soustraire de vos obligations envers la Communauté comorienne en France. (...)

LE RÔLE DE L'AMBASSADE DU SENEGAL A PARIS

Mais l'on ne saurait pas dire que vous n'avez rien fait pour la communauté comorienne en France. L'Ambassade du Sénégal à Paris n'est-elle pas chargée par vous d'assurer la sécurité des Comoriens en France.

C'est le Sénégal de Senghor, un francophile notoire, que vous chargez de régler les problèmes juridiques des Comoriens en France. Quiconque connaît un tant soi peu le régime de Senghor, saisit parfaitement que c'est la France qui, au travers de l'ambassade du Sénégal, continue «d'assumer sa mission colonisatrice» face au peuple comorien. Autant dire que tout ne peut aller que de mal en pis. Et effectivement, tout va de mal en pis.

Depuis quelques mois, l'Ambassade du Sénégal affirme avoir reçu des ordres de votre part et ne délivre plus de papiers (passeports, cartes d'identité comoriens). On constate étrangement que plus l'échéance du 11 avril approche, plus il devient difficile, voire impossible de se procurer des papiers comoriens. A observer d'un peu plus près les faits, on constate que le gouvernement français et

notre gouvernement font tout ce qu'ils peuvent pour obliger les Comoriens de France à opter pour la nationalité française. N'est-ce pas ainsi que l'on doit comprendre votre refus d'assumer vos responsabilités, face à la nation comorienne et l'accroissement des difficultés que vous créez aux compatriotes qui veulent des papiers comoriens ? (...)

N'est-ce pas le gouvernement français qui soutient des petits groupuscules du genre RCF, qui se font les hommes de main de la France pour louer «les bienfaits de la France éternelle», pour prétendre que les Comores sans la France, c'est un non sens qui perd le pays, etc ?

Faut-il en conclure que les gouvernements français et comorien collaborent étroitement pour obliger les Comoriens en France à quitter la France sous peine d'être emprisonné et expulsé ou à opter pour la nationalité française ?

En tout cas, pour notre part ASEC, nous sommes décidés à lutter de toutes nos forces au côté de notre peuple pour la défense conséquente de la dignité nationale comorienne et nous ne ménagerons aucune force à cet effet. Nous exigeons de votre gouvernement la prise immédiate des mesures nécessaires garantissant à nos compatriotes à l'étranger, dans un premier temps en France, la garantie de leur sécurité et de leur droit d'immigré.

C'est là un droit élémentaire inaliénable que notre peuple tout entier est déterminé à faire respecter (...)

Le Comité exécutif de l'ASEC
Le 03-02-78

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 8 mars

TF 1

18 h 10 - A la bonne heure
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Campagne électorale
20 h 10 - Journal
20 h 30 - France-Portugal. *Un match annoncé sous réserves.*
22 h 15 - «Made in France» ou l'industrie face à l'avenir
23 h 10 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Campagne électorale
20 h 15 - Journal
20 h 45 - Question de temps : Venise en danger. *Venise s'enfonce lentement dans les eaux ; Venise rongée par les pollutions industrielles. Une campagne internationale a été lancée pour la sauvegarde de Venise. Mais elle ne s'attaque pas aux nuisances qui sapent les fondements de la ville.*
21 h 50 - Les jours de notre vie : Le fruit de nos entrailles. *Les techniques nouvelles d'exploration et analyses biochimiques qui informent sur l'état de santé du fœtus, pour conduire une grossesse jusqu'à son terme avec sûreté.*
22 h 50 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Campagne électorale
20 h 10 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Profession : reporter. *Avec Jack Nicholson et Marie Schneider.*
22 h 30 - Journal
22 h 45 - Ciné regards
23 h 15 - Fin

Jeudi 9 mars

TF 1

18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Campagne électorale
21 h 10 - Jean-Christophe
21 h 55 - Patinage artistique, championnats du monde
22 h 55 - Allons au cinéma

A 2

18 h 25 - Dessins animés
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - La campagne électorale
21 h 05 - Loin des rumeurs de la ville
22 h 45 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
21 h 10 - Bandolero !
22 h 50 - Journal
23 h 05 - Un événement
23 h 25 - Fin

Et l'acier fut trempé

84^e épisode

A la suite d'une trahison les trains et la ville sont sans combustible. Pour s'en sortir, il est décidé par le comité provincial de poser en trois mois une voie de chemin de fer qui reliera la gare au chantier de coupe du bois.

D'autres traîneaux analogues étaient en cours de déchargement un peu plus loin. Deux longues barres de fer, accouplées, constituaient un gabarit à l'écartement des rails et servaient à aligner les traverses. Tout était mis en œuvre pour tasser la terre : haches, leviers, pelles...

C'est une tâche longue et minutieuse que la pose des traverses. Elles doivent reposer bien à plat sur le sol et de telle façon que le rail pèse également sur chacune d'elles.

Seul, le vieux contremaître Lagoutine connaissait la technique de ce travail. Agé de cinquante-quatre ans, sans un cheveu blanc, sa large barbe noire divisée en deux sur sa poitrine, il était là depuis le début, supportant les mêmes difficultés que les jeunes, qui le tenaient en haute estime. Cet ouvrier sans parti (père de Talia) se voyait toujours réserver une place d'honneur dans les assemblées du Parti. Fier de cette marque de confiance, il avait donné sa parole qu'il ne quitterait pas le chantier.

Extraits

Nicolas OSTROVSKI

— Mais voyons, pourquoi je vous laisserais tomber ? Vous ne vous en sortiriez pas sans moi, il faut le coup d'œil, la pratique. Et moi, je peux dire que j'en ai posé de ces traverses dans toute la Russie... disait-il d'un air bonhomme à chaque relève, et il restait à son poste.

Patochkine lui faisait confiance et visitait rarement son secteur. Lorsque les trois s'approchèrent, Pankratov, en sueur et congestionné, pratiquait à la hache un évidement pour une traverse.

Akim reconnu à peine le débardeur. Il avait maigri et ses larges pommettes faisaient saillie dans le visage étrangement terreux et hâve.

— Ah, les autorités de la province ! fit-il en tendant à Akim une main brûlante et moite.

Le fracas des pelles s'apaisa. Akim voyait autour de lui des faces blêmes. Des capotes et de courtes pelisses jonchaient la neige.

Ayant échangé quelques mots avec Lagoutine, Tokarev appela Pankratov et emmena le groupe à l'écart.

— Raconte-moi donc, Pankratov, ce qui s'est passé avec le tchékiste, à Motovilovka. Tu ne crois pas que vous êtes allés un peu loin en le désarmant ? dit Joukhraï en regardant gravement le peu loquace débardeur.

Un sourire embarrassé lui répondit.

— On l'a désarmé avec son accord, il l'avait lui-même demandé. Il faut dire que c'est un gars de chez nous, qu'on connaît bien. On lui a tout

Pour qui les prisons ?

Un film d'Élia LENASZ

«Pour qui les prisons», un long métrage (1 h 30) d'Élia Lenasz qui soulève le voile posé sur l'univers carcéral. Quatre ans ont été nécessaires à la réalisation de ce film, pour que les militants du CAP (Comité d'action des prisonniers) réalisent leur projet et que l'ombre des prisons transparaît dans les salles obscures.

«Pour qui les prisons ?» est un film sobre : pas d'images spectaculaires mais des plans fixes, des interviews, des actions militantes prises sur le vif sans mise en scène.

Ce film-réquisitoire commence par dénoncer les flagrants délits, cette procédure qui condamne d'une manière expéditive, par de fortes peines, notamment des gens qui pensaient se sortir de leur misère par un vol à la tire ou à l'étalage. Mais le film de Lenasz gomme les différences qui existent entre les divers types de délits, et ne fait pas de démarcation entre les professionnels et les délits mineurs, entre ceux qui sont commis au détriment des masses et les autres.

Puis vient le mitard, cette prison dans la prison, pour mater les récalcitrants, ceux qui essaient malgré tout de conserver un peu de dignité, ceux qui refusent les injures et les brimades des matons, pour une large majorité



recrutés parmi les nostalgiques de l'OAS ou autres gros bras. Des matons qui assassinent Patrick Mirval, emprisonné pour 50 F !

La prison, c'est aussi la surexploitation des taulards qui, pour un travail sans intérêt de huit heures en

régie pour l'Etat ou en sous-traitance, gagnent 5 francs par jour, parfois un peu plus.

La prison, c'est les suicides, un prisonnier sur deux essaie de mettre fin à ses jours quand le poids de l'isolement, des brimades,

des injures et des coups devient trop lourd à supporter. Et la révolte, la révolte collective qui prend des allures de mutinerie, celle de la Santé en 1967, déclenchée parce qu'un prisonnier nord-africain se faisait passer à tabac, où la répression fera plusieurs morts. L'histoire des prisons est parsemée de ces révoltes violentes qui parfois éclatent en rafales, et le film laisse une large place à ces coups de force qui ébranlèrent l'institution pénitentiaire parce qu'elle remettait toujours à plus tard la satisfaction des revendications des prisonniers.

Le film de Élia Lenasz entame une réflexion sur le rôle de l'institution pénitentiaire, sur ceux qui la subissent, au travers de tous ces événements, petits ou grands, vus par les prisonniers eux-mêmes.

Tous accusent le capitalisme, la misère qui pèse sur la classe ouvrière, et les solutions individualistes qui conduiront des jeunes vers les prisons, et ce même individualisme qui les divise dans leurs cellules, remis en cause par la prise de conscience et la lutte collective pour des revendications.

Un documentaire qui contribue au débat.

Pierre CHATEL

Cinéma : «La Clef» Paris 5^e
M^o Censier-Daubenton

expliqué, en long et en large, et voilà ce qu'il nous a dit : «Je n'ai pas le droit, les gars, de vous autoriser à emporter des fenêtres et des portes. Un ordre du camarade Dzerjinski nous rappelle qu'il faut lutter contre le pillage des biens appartenant aux chemins de fer. Le chef de gare est à couteaux tirés avec moi, il vole tant qu'il peut, la fripouille, et c'est moi qui lui mets des bâtons dans les roues. Si je vous laisse faire, il va me balancer un rapport, et je serai bon pour le tribunal révolutionnaire. Alors, désarmez-moi et filez en vitesse. Avec un peu de chance, il n'y aura pas de suites.» On a fait comme il avait dit. C'était tout de même pas pour nous qu'on les embarquait, ces portes et ces fenêtres !

Remarquant le sourire qui pétillait dans les yeux de Joukhraï, Pankratov ajouta :

— S'il y a des sanctions, que ce soit pour nous, mais ne serrez pas la vis au copain, camarade Joukhraï.

— N'en parlons plus. A l'avenir, pas de fantaisies de ce genre, ça brise toute discipline. Nous sommes assez forts pour mater les bureaucrates par des méthodes légales. Bon, passons à une question plus importante.

Et Fédor se fit préciser tous les détails sur l'agression nocturne de la bande.

A quatre kilomètres et demi de la gare, les pelles s'enfonçaient rageusement dans le sol. On entaillait la colline barrant la route.

Sept hommes faisaient le guet, armés en tout et

A SUIVRE

Le mouvement des femmes à la veille des élections (2)

● En butte aux tentatives de récupération des partis bourgeois — surtout en cette période électorale — le mouvement des femmes opère une clarification, au travers de ses luttes. Nous avons vu hier ce qu'il en était de l'organisation de ce mouvement, sous l'angle principalement du développement du «courant lutte de classe». Quelles questions se posent au sein des groupes femmes, comment ces groupes se situent-ils par rapport aux partis bourgeois, comment se manifestent concrètement les aspirations à l'autonomie, telles sont les questions que nous abordons aujourd'hui.

Maryse OLLIER

Les tentatives de récupération du PCF sont nombreuses (loi Cadre de juin 77 Discours de Marchais sur la «libération de la femme» en décembre — une fioraison subite de livres du PCF sur la question), et pas toutes grossières. Une journaliste «sympa» de *L'Huma Dimanche* est venue interviewer un groupe entreprise récemment. Faut-il penser : «Ils viennent nous récupérer» ou «Ils sont obligés de nous reconnaître» ?

Dernièrement, des groupes signalaient une multitude de coups de téléphone reçus (du PS, du PSU....) leur proposant soudain des «discussions» amicales.

LA VOLONTÉ D'AUTONOMIE EST GRANDE

Tous les groupes affirment clairement qu'ils sont absolument autonomes, indépendants de tout parti politique.

Dans les groupes, la grande majorité n'appartient pas à des organisations «d'extrême gauche» ou de «gauches».

Beaucoup ont conscience et disent, sans toujours l'expliquer clairement, que cette autonomie, c'est la définition même des groupes femmes, et la préserver, à tout prix, c'est préserver tout l'acquis du mouvement depuis qu'il existe, et permettre de le développer.

L'idée la plus répandue est qu'on ne peut rien attendre des partis de droite ni de gauche. Elle vient de l'expérience quotidienne, accumulée depuis des années : le mépris, les menaces d'exclusion («Tu choisis, la CGT ou le Groupe femmes»), le refus de prêter les locaux, de donner la parole, de laisser une place dans les cortèges, les promesses jamais tenues, les insultes et parfois les coups.

Mais quelle est la profondeur réelle de la démarcation avec les différents partis ?

LA CRITIQUE DU PS ET DU PCF

On ne rencontre aucune illusion sur les partis de droite. Sur les partis de «gauche», c'est moins clair. Une discussion d'en-

semble, sur le PS, et sur le PCF n'a pas toujours eu lieu dans les groupes.

Quand la position de ces partis est examinée, c'est en général leurs propositions en direction des femmes qui sont seules en cause.

Il est bien normal de partir de là. Mais l'absence, en général (jusqu'à présent) de discussion sur les projets d'ensemble de ces partis (ces projets sont-ils ou non capitalistes ?) peut laisser des illusions sur la nature de ces partis, et en particulier sur les dangers de récupération par le PCF des groupes femmes. Il faut noter que ce sont souvent des militantes «politisées», appartenant à des formations trotskistes, qui font obstacle à la discussion.

LA DIFFICULTÉ A «PARLER POLITIQUE»

Certains groupes disent ne pas être assez développés pour aborder les questions politiques. D'une manière générale, la discussion sur l'attitude à avoir au moment des élections a eu du mal à démarrer, elle vient seulement de s'engager.

Mais tout de suite, elle se révèle très riche.

DES QUESTIONS NOUVELLES

En effet, très vite, au-delà de l'attitude à avoir au moment des élections, de nombreuses questions surgissent sur la situation politique elle-même, et les perspectives à donner au mouvement.

Récemment, à l'appel d'un groupe du 10^e, une coordination parisienne s'est tenue sur la question des élections (17 février). Elle regroupait une dizaine de groupes, ce qui est encore faible, mais montre une avancée nette.

LA COORDINATION DU 17 FEVRIER : VERS UN ELARGISSEMENT DU DEBAT

Le débat a porté sur des questions de fond.

LE MOUVEMENT DES FEMMES ET LES PARTIS BOURGEOIS

D'abord, sur «Choisir» :

Peut-on ou non être d'accord avec un mouvement qui dit que toutes les femmes (quelle que soit leur condition sociale) ont les mêmes intérêts ?

Peut-on admettre que «Choisir» parle au nom du mouvement des femmes, sans lui avoir demandé son avis, alors que le fameux «Programme commun des femmes» a été rédigé sans consulter un seul groupe femmes, et ne reprend pas de

De nombreuses interventions au cours de cette coordination appelaient à rester vigilant face aux tentatives de récupération, et rappelaient la nécessité vitale de cette autonomie.

Un tract parisien donnant la position des groupes femmes est prévu pour les élections.

Un certain nombre d'interventions ont été faites (à Saint Denis par exemple) dans des meetings électoraux, pour demander des comptes aux candidats, et cette

Ce dont ils ne veulent plus, non plus, ce sont des discussions politisées des partis bourgeois, qui n'abordent pas les réels problèmes.

Par exemple, dans son bulletin de mai 76, le groupe du Crédit Lyonnais, appelle les femmes à faire de la politique :

(...) On continue, hélas, à entendre des FEMMES dire avec satisfaction, presque avec fierté : «Moi la politique ne m'intéresse pas» ou bien «la politique c'est l'affaire des hommes». Alors que c'est ce qui détermine leur vie quotidienne, le nombre de leurs enfants, leur place dans le monde du travail, leur retraite, leur vieillesse.

Ne pas S'INTERESSER A LA POLITIQUE, c'est en réalité laisser les autres vous imposer leur vision du monde, leurs intérêts, leurs solutions, c'est CONSERVER et donc approuver tacitement le système existant. C'est accepter d'en être les victimes.

— L'aspiration à changer de société, ce n'est pas seulement le mot d'ordre, repris maintenant depuis plus de deux ans par le cortège des groupes femmes «Pas de socialisme sans libération de la femme, pas de libération de la femme sans socialisme». On la voit aussi apparaître dans tout un travail de réflexion de certains groupes femmes, sur l'éducation, le socialisme, l'histoire de la famille, le nucléaire... Dans plusieurs groupes, des commissions sont chargées de dépouiller la presse.

— «Le socialisme, tout le monde est pour, même si on n'en voit pas bien le contenu». Bon nombre de revendications du Manifeste des Femmes, publié récemment, traduisent ces aspirations : «Ne pas s'en remettre les yeux fermés à des spécialistes, mais contrôler le pouvoir médical»; «Favoriser par tous les moyens la prise en charge par les femmes elles-mêmes de tout ce qui concerne l'avortement, la contraception et leur sexualité»; «Nous continuerons à démasquer la véritable nature du pouvoir médical... en poursuivant des actions qui visent à imposer un contrôle de la population, par la mise en œuvre d'une politique de la santé au service des hommes et des femmes des couches populaires»; «Nous sommes partie intégrante de la lutte des travailleurs et des travailleuses pour leur émancipation contre l'exploitation, l'oppression et la répression dont ils sont victimes dans la société actuelle et qui pèsent tout particulièrement sur les femmes».

Bien sûr, il existe une grande inégalité entre les groupes. Certains en sont à étudier la vie des femmes dans les pays socialistes, pour arriver peu à peu à définir leur propre conception du socialisme.

Pour d'autres, l'aspiration à une autre société est encore peu définie en positif. Mais elle existe.



La manifestation du 4 mars 78 à Paris.

nombreux acquis du mouvement (par exemple, ne pas s'en remettre à des médecins spécialistes, pouvoir exercer un contrôle sur eux) ? Enfin, peut-on admettre cette optique réformatrice ? N'y a-t-il pas le risque de «Choisir» devienne l'interlocuteur valable du gouvernement sur la question des femmes ? Les revendications (au sens large) des groupes femmes ne posent-elles pas la question d'une autre société ? «Est-ce seulement en changeant quelques lois, comme le veut Gisèle Halimi, qu'on changera la condition des femmes ; ne faut-il pas une autre société ?».

Le débat a été posé en ces termes. Il n'est pas terminé, puisque les participantes ont décidé de l'élargir à tous les groupes, en leur envoyant un compte-rendu de la discussion, en demandant que tous en discutent, prennent position et participent à une nouvelle coordination prévue d'ici deux semaines.

Sur la question de l'autonomie :

pratique est envisagée dans beaucoup d'endroits.

Le groupe du 10^e a envoyé une lettre à tous les candidats de «gauche» et «d'extrême gauche», leur demandant un temps de parole dans leurs meetings électoraux.

LA POLITIQUE ? QUELLE POLITIQUE ?

Il existe quelquefois dans les groupes une méfiance vis-à-vis de la «politique» et des «organisations politiques».

Peut-on en déduire qu'aujourd'hui les groupes femmes refusent le débat politique ? Certainement pas.

Ce dont les groupes ne veulent plus, car ils ont accumulé quelques années d'expériences, c'est de la «politique magouille», la politique «d'organisations d'extrême gauche» qui se sont parachutées dans les groupes femmes, «non pas pour s'impliquer dans le mouvement, mais pour développer leur propre organisation», tenter toutes sortes de «coordinations parallèles».

La discussion sur les élections dans la coordination 11^e et 12^e

Prévue sur la question des élections, la discussion s'est très vite élargie. Les interrogations ont porté sur les projets politiques des différents partis, notamment sur les raisons des contradictions PS-PCF.

Les participantes ont exprimé le besoin d'étudier de plus près les journaux politiques et syndicaux. Une commission «les femmes et la politique» a été mise en place.

Dans cette coordination, des discussions ont eu lieu aussi sur les écologistes, la marche sur Arenc, les droits des soldats, la mobilisation anti-fasciste dans le 11^e, dépassant donc largement la seule question de l'oppression des femmes.

De telles discussions sont encore peu nombreuses, mais on sent, aujourd'hui, dans un certain nombre de discussions, des interrogations affleurées, et un grand intérêt pour que ce type de débat se développe.